

## Sciences humaines et sociales en société

### Colloque international

14 – 15 – 16 mai 2008

Co-organisé par les réseaux thématiques 27 « Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs » et 29 « Sciences et techniques en société » de l'Association Française de Sociologie

avec le soutien du CNRS, de la Région Ile-de-France, de la FMSH, de ESSE, du CERLIS (Université Paris Descartes – CNRS) et du CSE (Université Paris1 Sorbonne – EHESS – CNRS).

Si l'histoire intellectuelle des disciplines des sciences humaines et sociales fait, depuis l'institution de ces disciplines, l'objet de travaux d'enquête réguliers et, depuis quelques décennies, de recherches collectives, on connaît encore mal aujourd'hui les institutions, les mécanismes, la logique des acteurs présidant à la formation et à l'évolution de ces savoirs et des pratiques qui y sont associées.

Le développement et la fécondité remarquables de la sociologie des sciences et des techniques depuis plusieurs décennies, au niveau international comme en France, ne semblent pas en effet, à de très rares exceptions près, redevables à l'étude et l'analyse d'objets extraits des sciences humaines et sociales et de leur évolution. La signification d'un tel paradoxe mérite d'être interrogée. Les terrains, les méthodes, les généralisations des SHS offriraient-ils quasi-« naturellement » moins de prises aux techniques d'objectivation qui se sont développées dans les *science studies* ? À moins que la plupart des chercheurs en sciences humaines et sociales, particulièrement les sociologues, ne résistent, par habitudes sociales ou par impensé professionnel, à une approche contextuelle, en particulier sociologique, de leur propre discipline ? La sociologie des intellectuels, en France surtout, voudrait précisément tendre, avec une sociologie des sociologues et des chercheurs en sciences sociales, à neutraliser les effets des inconscients disciplinaires dans la construction savante de nos objets de recherche ; elle a mis en outre depuis quelques années ses résultats généraux à l'épreuve d'une histoire sociale des sciences sociales. L'état présent de ces deux terrains de la sociologie semble donc pouvoir favoriser une approche convergente, spécifiquement sociologique, des productions des sciences humaines et sociales et de leurs carrières, qui romprait avec une histoire des idées désincarnée sans pour autant réduire la production des savoirs à de simples enjeux de pouvoir.

Que l'on situe les causes du faible développement d'une sociologie des SHS dans l'objectivité fragile de ses questions potentielles ou dans la subjectivité partiellement aveuglée de ses praticiens éventuels, celui-ci paraît aujourd'hui d'autant plus surprenant qu'il s'accompagne souvent d'un regain collectif et institutionnalisé de la réflexivité historique et parfois critique des SHS. Les transformations morphologiques de plusieurs systèmes universitaires nationaux, les craintes plus ou moins diffuses quant à la perte de légitimité relative des SHS, le sentiment corroboré ou pas que l'âge d'or de ces disciplines est peut-être

derrière nous, les modifications pratiques importantes que connaît le métier de chercheur ont en effet entraîné une inflation internationale d'écrits d'humeur au milieu de quelques enquêtes savantes portant sur le contexte institutionnel et intellectuel le plus contemporain de la production de cette famille de savoirs. De part et d'autre de l'Atlantique, les associations professionnelles – à commencer souvent par les associations de sociologues – ont commencé par exemple à s'interroger sur la sociologie de leurs corps, sur la fonction sociale de leur activité, sur les débouchés que connaîtront leurs étudiants, sur les obstacles ou les vecteurs de l'ouverture à l'international, et usent souvent du détour historique pour comprendre les inerties et les déplacements des réponses à ces questions.

À cela se sont ajoutées les nombreuses célébrations commémoratives des grandes revues, des paradigmes fondateurs, des œuvres importantes de chacune des traditions disciplinaires et nationales des SHS, ayant derrière elle déjà un siècle ou parfois un siècle et demi d'existence. D'une manière générale, l'histoire des sciences humaines et sociales s'est ainsi largement développée depuis quelques décennies. En France, par exemple, une société savante, plusieurs revues, sans même évoquer les nombreux numéros thématiques spéciaux de revues généralistes d'histoire, de sociologie, et d'autres disciplines, sont désormais consacrés à sa pratique régulière. L'histoire intellectuelle, des idées ou des méthodes, et l'échelle biographique ou individuelle, prédominent encore largement dans cette vaste historiographie dispersée. Et lorsque les sociologues s'emparent des sciences humaines et sociales, c'est la même approche qui est souvent adoptée, à côté de l'épistémologie et de l'épistémologie historique traditionnellement développées dans ce pays.

Malgré cette tendance lourde, la chaîne de composition et de recomposition des savoirs semble avoir été peu à peu dépliée par les travaux récents, les études historiques sur les sciences humaines et sociales ayant importé certains des problèmes parmi les plus féconds des *science studies* et de la sociologie des « biens symboliques » : aux recherches centrées sur les lieux et les milieux de production ont ainsi succédé des travaux intéressés aux controverses, à la réception et aux circulations de savoirs, de méthodes, d'objets ou de paradigmes, de chercheurs ou d'agencements institutionnels. Le contexte politique et, moins souvent, économique, de la pratique des sciences humaines et sociales a fait l'objet de nombreuses investigations, de comparaisons internationales, par exemple en ce qui concerne les statistiques. Les sciences humaines et sociales émergent à la fois comme « savoirs d'Etat » et comme savoirs potentiellement autonomes voire critiques. La question de la pérennité contemporaine de cette ambivalence et, derrière, de l'indépendance de la recherche en SHS, fait aujourd'hui l'objet d'une grande interrogation.

Même dispersés et dans l'attente d'une investigation bibliographique un peu complète, l'ensemble de ces apports en histoire des SHS, à côté des travaux plus traditionnels, nous semble offrir les conditions intellectuelles au développement d'une approche sociologique de ces objets. Il revient à ce colloque international, proposé conjointement par les réseaux thématiques 27 («Sociologie des intellectuels et de l'expertise : savoirs et pouvoirs») et 29 («Sciences et techniques en société : savoirs, pratiques, instruments et institutions») de l'Association française de sociologie, de confirmer ce sentiment et de construire un premier espace institutionnel pour des travaux qui s'y rattacheraient. L'intérêt d'une telle démarche n'est pas d'annexer simplement une nouvelle classe d'objets jusqu'alors négligée par notre discipline, encore moins de satisfaire savamment des penchants narcissiques ou corporatistes, faute de terrains et de problèmes plus pressants. L'enjeu n'est pas non plus seulement dans une meilleure compréhension analytique des structures des SHS, apte à mieux éclairer leurs orientations nécessaires, présentes et futures. Les arts, les artefacts culturels, les sciences et les techniques, les productions symboliques, ont, comme objets d'étude, profondément

transformé les débats et, pour certains, les attendus même de la discipline sociologique. Leur traitement a pu servir aussi à contester les acquis jusqu'alors les plus sûrs de l'anthropologie ou l'impérialisme disciplinaire d'une grande partie de l'économie. Nous pensons que les SHS font partie de ces objets qui, à leur tour, peuvent contribuer au renouvellement de notre discipline.

Responsables : Olivier MARTIN (Université Paris Descartes - CERLIS) et Gisèle SAPIRO (CNRS, CSE)

Comité d'organisation :

Laurent JEANPIERRE (Université Robert Schuman – IEP de Strasbourg)  
Olivier MARTIN (Université Paris Descartes - CERLIS)  
Ioana POPA (CNRS, ISP)  
Romain PUDAL (CSE)  
Emmanuelle SEBBAH (GEPECS)  
Gisèle SAPIRO (CNRS, CSE)

Comité scientifique :

Frédéric AUDREN (CNRS, CURAPP)  
Pierre-Henri CASTEL (CNRS, IHPST)  
Yves GINGRAS (UQAM)  
Michel GROSSETTI (CERS-CNRS)  
Johan HEILBRON (CNRS, CSE)  
Frédérique MATONTI (Université Paris 1- CRPS)  
Laurent MUCCHIELLI (CNRS, CESDIP)  
Dominique PESTRE (EHESS/CNRS - Centre Koyré)  
Emmanuelle SIBEUD (Université Paris 8-IUF)  
Georges STEINMETZ (Univ. de Michigan)  
Anne-Marie THIESSE (CNRS, CSE)  
Christian TOPALOV (CNRS, CSU)

**Bruno AUERBACH**

**Production scientifique et sanctions éditoriales:  
L'autonomie des sciences sociales à l'épreuve de l'édition**

Malgré l'importation formelle du modèle, issu des sciences « dures », du partage de la production scientifique et de la vulgarisation entre l'article de revue spécialisée et le livre, ce dernier support occupe toujours en sciences sociales une place centrale mais ambiguë, à la fois en tant que scène d'exposition primaire des travaux de recherche et en tant que vecteur d'exotérisation.

Le développement de dispositifs de régulation interne aux disciplines se restreint dès lors d'une dépendance par rapport aux circuits éditoriaux qui conditionnent à la fois la sélection, la diffusion et la réception (à travers l'inégale capacité de consécration des éditeurs) des textes et participent de ce fait directement aux procédures d'évaluation institutionnelle (la productivité des chercheurs) et disciplinaire (l'intérêt de leurs travaux) des œuvres. Cette situation conduit à s'interroger sur les principes de sélection mis en œuvre par les éditeurs et sur leurs conséquences.

Le croisement systématique du corpus des thèses soutenues entre 1995 et 1999 avec celui des thèses publiées, en histoire et en sociologie, en fonction de leurs thématiques, périodes et aires culturelles couvertes, et de leur lieu de soutenance, conduisent à mettre en exergue l'hétéronomie à laquelle équivaut la dépendance matérielle des dispositifs de communication des résultats dans ces disciplines.

In spite of the theoretical transposition of the model – stemmed from the « hard » sciences – of the partition between the scientific production in the form of the article in peer-reviewed journals on the one hand and the popularization of knowledge in the form of the published book on the other hand, the latter medium still holds a central but ambiguous place in social sciences, both as primary exposition scene for works of research and as a vehicle for broader diffusion.

The development of research assessment procedures therefore depends to some extent on the publishers' decision-making process which determines all together the selection, the diffusion and the reception (through the unequal prestige of publishing houses) of texts and contributes thereby directly to the institutional and disciplinary evaluation processes (the productivity of researchers and the value of their works). This situation leads to examine the publisher's selection criteria and their consequences on the diffusion of academic works.

The cross-examination of ph-D thesis in history and sociology defended between 1994-1999 and, among them, those which have been published in accordance to the field, period and cultural area of their subject matter lead to highlight the heteronomy to which leads the economical dependency of the communication devices of these disciplines.

## **Thibaud BONCOURT**

Thibaud Boncourt est diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux, promotion 2006. Rattaché à l'Ecole Doctorale de l'IEP de Bordeaux et au laboratoire SPIRIT, il est allocataire de recherche depuis octobre 2006 et travaille actuellement à la réalisation d'une thèse de doctorat sur l'internationalisation de la science politique. La thèse se concentre sur la constitution d'un champ international à travers des sociogenèses du European Consortium for Political Research et de l'International Political Science Association, et sur les modifications des comportements individuels des politistes français et britanniques associées à ces évolutions.

### **Le European Consortium for Political Research : Sociogenèse d'une organisation internationale de science politique**

Depuis sa création en 1970 au Royaume-Uni, le European Consortium for Political Research (ECPR) s'est progressivement imposé comme l'une des plus importantes organisations de science politique au niveau mondial en fédérant, à travers plusieurs centaines d'institutions, des milliers de politistes. Compte tenu de la structure de la science politique des années 1960, cette « success story » a de quoi surprendre : comment en effet expliquer l'émergence et le succès d'une telle initiative dans le contexte d'une science politique britannique verrouillée sur les plans institutionnel et intellectuel ?

Une sociogenèse de l'ECPR, basée sur le dépouillement des archives de l'organisation et une série d'entretiens avec les principaux acteurs de son développement, permet d'apporter des réponses à cette question. La première attribue la possibilité de l'émergence du Consortium à une soudaine reconfiguration de la science politique britannique : suite à la remise en cause du monopole institutionnel d'Oxford et Cambridge sur l'enseignement supérieur, de nouveaux agents ont pu s'imposer dans la discipline et se faire les porte-parole de traditions de science politique particulières, enclines à considérer la science comme une entreprise internationale. La seconde explique les futurs succès de l'ECPR par la particularité de la forme organisationnelle et du discours intellectuel qu'il finit par adopter au terme de luttes entre ses fondateurs. L'usage conjugué des concepts de champ – au sens de Pierre Bourdieu et de Richard Whitley – et de tradition – au sens de Mark Bevir et R.A.W. Rhodes – permet d'appréhender ces développements en lien avec la société dans son ensemble, en insistant particulièrement sur le rôle de la Fondation Ford dans le financement de l'entreprise.

Founded in Britain in 1970, the European Consortium for Political Research (ECPR) has grown to become one of the most important international political science organisations by progressively federating thousands of political scientists. However, given the state of British political science in the 1960s – the discipline was still dominated by the Whig tradition and the Oxford-Cambridge axis – it is somewhat surprising to think that such a large scale organisation devoted to the promotion of a science of politics could emerge and thrive. We seek to explain this success by studying the Consortium's birth. On the basis of a study of the Consortium's archives and of interviews with some of its founding members, we show that the ECPR could only emerge because the Oxbridge dominance and the Whig tradition were challenged by the rise of new universities and approaches to the study of politics. We also argue that most of the Consortium's future successes take root in choices that were made before its creation after a struggle between its founding members: these successes are indeed contingent on the ECPR's peculiar organisational structure and intellectual credo.

## Craig CALHOUN

**Craig Calhoun** (b. USA 1952) is University Professor of the Social Sciences at New York University where he directs the newly founded Institute for Public Knowledge. He is also President of the Social Science Research Council, which has been an international leader in intellectual innovation and interdisciplinary research since 1923.

Calhoun received his doctorate from Oxford University. He taught at the University of North Carolina at Chapel Hill from 1977 to 1996, serving also as Dean of the Graduate School and Director of the University Center for International Studies. He has been a visiting professor in China, Eritrea, France, Norway, and Sudan.

Calhoun's most recent books include *Cosmopolitanism and Belonging* (Routledge 2008), *Nations Matter: Culture, History, and the Cosmopolitan Dream* (Routledge 2007) and two edited collections, *Sociology in America* (Chicago 2007) and *Lessons of Empire: Historical Contexts for Understanding America's Global Power* (with F. Cooper and K. Moore, New Press 2006). A collection of Calhoun's essays, *The Roots of Radicalism*, will be published by the University of Chicago Press in 2009.

DEA de sociologie à Paris 5 sous la direction de Jean-Michel Berthelot. Docteur en sociologie de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées (2007) sous la direction de Patrice Flichy. Ma thèse de sociologie porte sur les transformations de l'administration française liées à l'introduction d'internet et à la conception de nouveaux services en ligne. J'y étudie la conception et les usages des services et des techniques, dans une perspective croisée de sociologie des sciences, des techniques et des médias. Je suis actuellement post-doctorant à l'université Paris-Est et au laboratoire Techniques, Territoires, Sociétés (LATTS) où je poursuis mes travaux sur l'articulation des concepteurs et des usagers en matière de technologie, dans les domaines de l'informatique et de la santé.

**« Présence et rôle des SHS dans la formation des élèves-ingénieurs »  
Le cas de l'Ecole des Ponts et Chaussées**

Notre proposition s'intéresse à l'évolution de la présence des SHS dans les écoles d'ingénieurs par l'intermédiaire des enseignements dispensés aux élèves. Cette présence de la sociologie, de l'histoire des sciences et des techniques ou encore des sciences politiques nous semble en effet intéressante à plus d'un titre, qu'il s'agisse des motivations qui justifient le recours à ces disciplines dans la formation des élèves, des types de savoirs dispensés, ou bien des relations entre enseignants-chercheurs en sciences sociales et une « grande école » d'ingénieurs. Afin de pouvoir appréhender avec précision les évolutions de ces enseignements dans la durée, et d'envisager dans le détail les enjeux liés à l'introduction des SHS au sein des cours d'un public particulier, nous avons choisi de restreindre notre analyse à une école française : l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées (ENPC). Cette restriction ne nous interdira pas d'envisager ce positionnement par rapport aux choix effectués d'autres écoles telles l'Ecole des Mines, ou plus généralement ceux du Massachusetts Institute of Technology (MIT) américain, qui semble avoir pu figurer un certain modèle en matière d'introduction de SHS dans des départements dédiés à la science et à la technique.

Il nous faut immédiatement préciser que si ce choix répond à une opportunité de proximité avec cette école (de par notre appartenance au LATTS et la réalisation de notre thèse de sociologie à l'ENPC), il ne consiste nullement à rendre compte d'une quelconque expérience personnelle, en tant qu'élève ou enseignant. Il s'agit bien d'un travail de sociologie des SHS qui tente d'analyser la situation de l'enseignement des SHS hors de son strict milieu académique (universités de SHS et écoles spécialisées), en se concentrant sur un milieu a priori souvent considéré comme distinct – sciences « dures » et de l'ingénieur vs. SHS. Dans cette perspective, nous entendons retracer l'évolution de la présence et du contenu des enseignements en SHS parmi l'ensemble des enseignements dispensés, en nous appuyant sur les programmes de cours édités par l'école chaque année. Parallèlement à ce tableau descriptif, nous réalisons une série d'entretiens avec différents acteurs de l'ENPC et des enseignants en SHS qui y interviennent (de l'école ou extérieurs) afin de proposer de premières pistes d'élucidation du contexte de cette introduction des SHS pour la période récente (depuis 1945 pour l'essentiel), et du rôle attribué à ces enseignements dans la formation des élèves-ingénieurs. S'agit-il d'enseigner, par exemple, l'histoire de la sociologie dans une visée d'ouverture à une nouvelle discipline, ou bien également (ou exclusivement ?) de recourir à certaines perspectives en sciences sociales qui éclairent des objets quotidiens des élèves, des futurs ingénieurs ? Dans cette seconde perspective, nous serons notamment amenés à analyser la place particulière accordée aux *Science and Technology Studies*, aux sociologies de l'innovation, du travail et des organisations, et ce faisant l'équilibre entre figure de l'enseignant et figure de l'expert. Ainsi l'ENPC se présente-t-elle aujourd'hui comme « connue pour sa tradition d'ouverture à des enseignements d'économie et sciences sociales débordant du cadre strict des « sciences et techniques pour l'ingénieur ». » (site internet de l'Ecole, 2007), et propose-t-elle à certains de ses étudiants une « *double formation, à la fois technique et managériale* ».

La présence progressive – et inégale – de la gestion ou de la sociologie dans les enseignements semble accompagner, dans cette perspective, des réflexions en matière de transformations de la « profession » d'ingénieur. En ce sens, nous essaierons de tester l'hypothèse d'une institution (l'ENPC) qui peut sembler dotée d'une « intention » (pour utiliser le terme d'A. Chenu, 2002) dans son appropriation des SHS. Ceci nous conduira à envisager en retour dans quelle mesure les sciences sociales s'adaptent et / ou sont transformées par cette nouvelle proximité, de par les objets de recherche (Vinck, 1999) et les contenus d'enseignement privilégiés (Minguet, Thuderoz, 2005) : industrie, organisation, entreprise, innovation, etc.

### **Bibliographie indicative**

- Bouffartigue P., Gadea C. (1997), « Les ingénieurs français : Spécificités nationales et dynamiques récentes d'un groupe professionnel », *Revue Française de Sociologie*, Vol. 38, No. 2, pp. 301-326.
- Chatzis K., Picon A. (1992), « La formation des ingénieurs français au siècle dernier : débats, polémiques et conflits », *L'orientation scolaire et professionnelle*, vol. 21, n° 3, pp. 227-243.
- Chenu A. (2002), « Une institution sans intention : La sociologie en France depuis l'après-guerre », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°141-142, pp. 46-59.
- Forest J., Faucheux M., (Coord.) (2007), « Les recherches en sciences humaines et sociales dans les écoles d'ingénieurs – Enjeux, apports et perspectives », Actes de colloque, INSA de Lyon, 29-30 juin 2006.
- Minguet G., Thuderoz C. (Coll.) (2005), *Travail, entreprise et société : Manuel pour ingénieurs et scientifiques*, PUF.
- Picon A. (1992), *L'invention de l'ingénieur moderne*, Paris, Presses de l'École nationale des Ponts et Chaussées.
- Veltz P. (1994), « Les spécificités de l'enseignement des sciences « molles » en école d'ingénieur ». Intervention et discussion à l'occasion du séminaire GRESUP / Association des Amis de l'École de Paris du management, 24 février 1994, Compte-rendu par G. Garel.
- Vinck D., (dir.) (1999), *Ingénieurs au quotidien. Ethnographie de l'activité de conception et d'innovation*, Grenoble: PUG.

Historically, the French *Ecole Nationale des Ponts et Chaussées* has trained generations of engineers since the 18<sup>th</sup> century, focusing on building roads networks, bridges and learning engineering majors. The teaching have mainly dealt with classical mechanics, geometry and calculus, but economics appeared in the 1970s, just before sociology was slowly admitted. We try to explore the movement of social sciences introduction that occurred between the end of the 1970s and 2000. To what extent are social sciences embedded in the education of future engineers, and for what reasons? We try to answer by pointing out and relating 3 trends: changes in demographics and in the working market, a change in structuring research in this school, and a will to enlarge the students vision about the relations between technology and society. This research is grounded on the analysis of the coursework programs (1970-2005), statistical data sources, and interviews conducted with actors.

**Les usages syndicaux des sciences humaines et sociales :  
Les organisations syndicales de cadres et la thématique de la souffrance au travail**

Nous proposons d'étudier la mobilisation des SHS par les organisations syndicales de cadres sur les questions de travail et de santé, autour de la thématique de la « souffrance au travail ».

Nous utiliserons les matériaux et les premiers résultats d'une enquête en cours relative à la circulation dans l'espace syndical des travaux sur la souffrance au travail, dont ceux relevant de la sociologie du travail, de la psycho-dynamique et de l'ergonomie. Nous relèverons cependant les différences sensibles d'une organisation syndicale à une autre : celles-ci se positionnent entre elles sur la manière d'aborder ces questions au sein d'un mouvement syndical accusé d'avoir longtemps refusé de prendre en compte les risques sur la santé mentale inhérents au monde du travail.

Notre démarche comparée repose sur la réception et l'appropriation de ces travaux par plusieurs organisations syndicales de cadres (CFE-CGC, UGICT, CFDT-Cadres, UCI-FO, UGICA), groupe à l'« activité professionnelle sous tensions ».

Il s'agit de comprendre comment les recherches en SHS s'imposent aux acteurs ainsi que l'implication des chercheurs en SHS (participation à des stages de formation syndicale, rôle d'experts etc.), leur contribution à l'émergence de ce thème et leur positionnement.

La recherche s'appuiera sur des études de contenu, sur les documents internes des confédérations, sur plusieurs entretiens avec des responsables syndicaux, des militants, des chercheurs et sur l'observation de stages thématiques de formation syndicale. En particulier, nous mettrons l'accent sur l'observatoire du stress et des mobilités lancé par la CFE-CGC et de SUD-PTT et sur son « comité scientifique ».

Limitée actuellement au contexte national, cette recherche se veut ouverte à une dimension européenne voire internationale.

We shall see how the union organizations of white-collars (the one whose name in french is "cadres") use the social sciences as far as work and psychological pains are concerned. These researches in sociology, psycho-dynamics and ergonomics allow these organizations to become differentiated on the issues. We shall see how these researches are used and how they contribute to the growin concern for psychological pains at work in a national, european and wordly background

## Jean-Louis FABIANI

Jean-Louis Fabiani est né en 1951 à Bab El Oued, un quartier populaire d'Alger. Après des études à l'Ecole normale supérieure et à l'Université de Paris-1, il a été professeur de l'enseignement secondaire puis répétiteur de sciences sociales à l'Ecole normale supérieure (1980-1988). Après trois ans à la tête de la direction régionale des affaires culturelles de Corse (1988-1991), il a rejoint l'Ecole des hautes études en sciences sociales, où sa direction d'études a pour intitulé : Sociologie historique des configurations de savoir. Il a été visiting professor à UCSD, à l'Université de Chicago, à l'Université de Montréal et à l'Université Humboldt (Berlin). Ancien fellow du Wissenschaftskolleg zu Berlin, il vient d'être élu Senoir Professor of Sociology and Social Anthropology à la CEU de Budapest. Il est l'auteur, notamment, des *Philosophes de la République* (1988), de *Lire en prison* (1995), de *Beautés du Sud* (2005) et d'*Après la culture légitime* (2007). Il va publier en 2008 *L'éducation populaire et le théâtre* (PUG) et *Qu'est-ce qu'un philosophe français ?* (Editions de l'EHESS).

### **Sociologie des retours à la philosophie dans les sciences sociales en France au XXe siècle**

En dépit de ses proclamations d'indépendance et la mise en scène réitérée de son autonomisation par rapport à toute forme de détermination extérieure, la sociologie française a connu plusieurs retours à la philosophie au cours du siècle dernier. L'analyse de quelques-uns de ces retours permet de mettre au jour le mode de relation particulier qui existe entre sociologie et philosophie en France. On étendra ces observations à la psychologie et aussi à la psychanalyse, restées liées à la philosophie. Bien des « turns » des sciences sociales sont aussi des « returns ». On tentera d'évaluer les effets de ces retours sur l'autodéfinition des sciences sociales comme autonomes.

In spite of their claim for independence and the theatricalization of their autonomy vis-à-vis any kind of external determination, French sociology underwent many returns to philosophy during the last century. The analysis of some of those returns allows us to throw a new light on the relationships between philosophy and sociology in France. The observation will be extended to psychology and psycho-analysis. Many turns in the social sciences are also returns. An assessment of the effects of such returns on the self definition of the social sciences as autonomous will be attempted.

## Christian FLECK

Christian Fleck, born 1954, received his Ph.D. in philosophy and sociology from the University of Graz (1979), and was appointed as university lecturer (habilitation) in 1989 at the Faculty of Social and Economic Sciences, University of Vienna, Austria. Currently he is Associate Professor at the Department for Sociology, University of Graz, Austria.

He is president of the Austrian Sociological Association and of the Research Committee History of Sociology of the International Sociological Association (ISA).

He was also co-founder and partner of the "Bureau of Social Research, Graz" (1987-2000) and founding director of the "Archive for the History of Sociology in Austria (AGSÖ)" from its start in 1987 until 2006.

1993-94 he was Schumpeter Fellow at Harvard University, 1999-2000 Fellow at the Dorothy and Lewis B. Cullman Center for Scholars and Writers, The New York Public Library; 2008 Fulbright Visiting Professor University of Minnesota, Minneapolis.

Most recent publications: *Intellectuals and their publics: Perspectives from the social sciences*, ed. with Andreas Hess & E. Stina Lyon, London: Ashgate 2008; *Transatlantische Bereicherungen. Zur Erfindung der empirischen Sozialforschung*, Frankfurt: Suhrkamp 2007.

Former publications enclose a reader about political corruption: *Korruption. Zur Soziologie nicht immer abweichenden Verhaltens* (1985), an oral history about Austrian guerillas during the Second World War: *Koralmpartisanen. Über abweichende Karrieren politisch motivierter Widerstandskämpfer* (1986), a case study about an Austrian fellow traveller during the cold war: *Der Fall Brandweiner. Universität im Kalten Krieg* (1987), and a study about the history of sociology in Austria from its beginnings until the forced migration: *Rund um 'Marienthal'. Von den Anfängen der Soziologie in Österreich bis zu ihrer Vertreibung* (1990). He co-authored a sociological field research about unemployed: *Die verborgenen Kosten der Arbeitslosigkeit* (1990), and a biography of an Austrian social democratic émigré *Gefesselt vom Sozialismus. Studien zum Austromarxisten Otto Leichter* (2000).

He edited a collection of memoirs by German speaking sociologists: *Wege zur Soziologie nach 1945* (1996), a collection of sociological and historical studies of the social sciences: *Soziologische und historische Analysen der Sozialwissenschaften* (2000), and co-edited the unpublished study by Paul Neurath about his experiences as an inmate in Nazi concentration camps: *Paul Neurath, Die Gesellschaft des Terrors. Innenansichten der KZs Dachau und Buchenwald*, Frankfurt: Suhrkamp; English edition: *The Society of Terror: Inside the Dachau and Buchenwald Concentration Camps*, Boulder, London: Paradigm Publishers 2005 (both with Nico Stehr). Also with Nico Stehr he edited *Paul F. Lazarsfeld, Empirische Analyse des Handelns*, Frankfurt: Suhrkamp 2007, which will come out in an English translation with The Bardwell Press, Cambridge, U.K. 2009.

In addition he is general editor of a series of edited volumes with selected writings of German speaking émigré social scientists: *Bibliothek sozialwissenschaftlicher Emigranten* (1994ff., until now 8 volumes).

### **For a sociological history of sociology: criticisms, methodological and substantial remarks**

Sociologists don't hesitate to make nearly everything becoming the subject of their investigation. Usually they transform the subject from something familiar to lay people into a sociological entity (e.g. 'crime' becomes 'innovation'). Sometimes ordinary folk react embarrassed vis-a-vis such distancing effects. Such Brechtian strategies are, however, seldom used when sociologists investigate

their own tribe's past. Immediately they start to talk high brow about theories, paradigms, thought systems, influences ideas had, etc. This paper will challenge these old fashioned, idealistic approaches and offer an alternative: ordinary sociology of sociology, applying well know instruments of sociological analysis to sociology itself.

In doing (trying to do) this one realizes quickly that sociologists protect themselves against becoming guinea pigs the same way other elite groups erect fences around them. Crucial steps in academic careers are seldom reported in autobiographies, elementary socio-demographic data aren't available, and theft, plagiarism or any other misdoing simply seems not to exist.

**Yves GINGRAS**

**Coïncé entre l'Angleterre et les Etats-Unis :  
le développement des sciences sociales au Canada au 20e siècle.**

Notre communication propose une analyse bibliométrique des relations entre la sociologie canadienne et la sociologie américaine et britannique. L'analyse des références contenues dans les articles permet d'étudier les flux de citations entre pays et ainsi de mesurer le niveau des relations entre les sociologies nationales.

Par comparaison, nous analyserons également les flux de citation entre pays pour le cas des sociologues français.

This communication proposes a bibliometric analysis of the relations between Canadian sociologists and British and American sociologists. By analysing the origins of references contained in scientific papers we can measure the relations between countries in the field of sociology. For comparisons we also analyse the flux of citations for the case of French sociologists.

Isabelle Gouarné est ATER en science politique à l'Université Paris 10-Nanterre, membre du CSU et du CERLIS. Elle prépare une thèse sur « Rationalisme moderne et philosoviétisme : les relations entre le Parti communiste français et les scientifiques, du Congrès de Tours (1920) à la Guerre d'Algérie (1954-1962) ».

**Entre engagement sociologique et engagement communiste : les conditions de possibilité d'une « double carrière », militante et intellectuelle.**

La question, aujourd'hui centrale, des liens existants entre position et prise de position reste l'objet de débats, parfois vifs, dans l'histoire sociale des intellectuels communistes. La principale critique adressée aux travaux sur les intellectuels et le PCF vise la réduction des prises de position à des impératifs politiques partisans : c'est finalement le sens de ces engagements qui serait occulté au profit d'une étude des rapports internes au PCF et des conflits théorico-politiques sous-jacents<sup>1</sup>. Or le philocommuniste des intellectuels de profession suppose leur inscription dans une entreprise culturelle régie par un « régime de vérité » spécifique<sup>2</sup>. Il convient donc de s'interroger sur les logiques de sens propres à ces engagements, en étudiant, notamment, comment ils sont liés à certains types de rapport au monde intellectuel académique. La perspective de recherche qui émerge aujourd'hui en lien avec la sociologie des sciences<sup>3</sup> permet ainsi de repenser l'engagement des intellectuels communistes dans le cadre d'une histoire sociale des usages politiques des savoirs et d'une histoire sociale des disciplines et de leur enseignement. Une telle approche invite à redéfinir, en termes de « familles de trajectoires », la typologie des intellectuels communistes, longtemps figée dans les idéaux-types wébériens (intellectuels autonomes/intellectuels prolétariques)<sup>4</sup>, en tenant compte des trajectoires scolaires et intellectuelles et des effets de ces socialisations sur les engagements politiques<sup>5</sup> : les notions de « carrière militante » et d'« engagement »<sup>6</sup> impliquent ainsi qu'on analyse simultanément les inscriptions des intellectuels communistes dans les deux champs d'activités, politique et intellectuel, et l'influence de chaque inscription sur l'autre, l'enjeu étant d'expliquer l'engagement politique dans ses diverses modalités.

C'est dans cette perspective qu'on se propose ici de revenir sur une des familles de trajectoires qui compose, dans diverses configurations historiques, le PCF : celle des philosophes de formation qui

---

<sup>1</sup> Cf. par exemple, L. Sève, « Intellectuels communistes : peut-on en finir avec le parti pris ? », *Contretemps*, n°15, 2006, p. 140-155 ; L. Frajerman, « L'histoire des intellectuels communistes en débat », *La Pensée*, n° 344, oct.-déc. 2005, p. 69-74.

<sup>2</sup> Sur l'usage de la notion foucauldienne de « régime de vérité » dans le cadre de l'histoire du PCF, cf. Pudal, « Crise d'une institution : détour par l'Église », *RFSP*, vol. 57, n°5, 2007, p. 699-702.

<sup>3</sup> Voir notamment les travaux récents d'histoire sociale de la science soviétique : cf. par exemple, A. Blum, M. Mespoulet, *L'anarchie bureaucratique*, Paris, La Découverte, 2003 ; le n° spécial de *RHSH* (n°16, 2007), « Quelle sociologie derrière le 'rideau de fer' (1950-1989). Cf. également : J. Heilbron, R. Lenoir, G. Sapiro (dir.), *Pour une histoire des sciences sociales*, Paris, Fayard, 2004 ; le n° spécial de la revue *Sociétés contemporaines* (n°64, 2006), « Savants, sciences et savoirs en société ».

<sup>4</sup> Cf. J. Verdès-Leroux, *Au service du Parti. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris, Fayard/Minuit, 1983.

<sup>5</sup> Cette problématique de recherche est proposée par B. Pudal : « Pour une histoire de l'intellectuel collectif », in J. Girault (dir.), *Les enseignants dans la société française au XXe siècle*, Paris, Presses de la Sorbonne, 2004. C'est ce que suggère également F. Matonti à travers une analyse comparative des postures, au sein de la revue *La Nouvelle critique*, en fonction des disciplines universitaires (littérature, philosophie, sciences sociales et humaines) : *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique. La Nouvelle critique (1967-1980)*, Paris, La Découverte, 2005.

<sup>6</sup> Nous nous inspirons ici du programme de recherche proposé par O. Fillieule : « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *RFSP*, vol. 51, février-avril 2001, p. 199-217. Sur la notion d'« engagement », cf. H.S. Becker, « Sur le concept d'engagement », *SociologieS*, 2006.

combinent « engagement sociologique »<sup>7</sup> et engagement philocommuniste ou communiste. Plutôt que de dresser un panorama exhaustif de ces trajectoires, on étudiera la genèse de cette posture dans les années 1930, en centrant notre propos sur les carrières militantes et intellectuelles de Georges Friedmann (1902-1977), Valentin Feldman (1909-1942) et Henri Mougín (1912-1946), tous trois agrégés de philosophie, intégrés dans l'univers sociologique *via* leur insertion dans le Centre de documentation sociale dirigé par Célestin Bouglé, et engagés également dans l'entreprise culturelle du PCF. On étudiera les conditions de possibilité de leur engagement dans la sociologie, en soulignant le rôle joué par le Centre de documentation sociale, lieu de sociabilité intellectuelle important dans l'entre-deux-guerres. On s'interrogera, ensuite, sur les effets de cette inscription disciplinaire quant à leur carrière militante, en comparaison, notamment, de ceux, tels Paul Nizan et Georges Politzer, qui ont suivi la même formation philosophique sans pour autant s'orienter vers une carrière intellectuelle en sciences sociales. Il s'agira enfin d'analyser la spécificité de leur mode d'investissement dans la discipline sociologique – si tant est qu'il existe bien une spécificité de l'engagement sociologique chez les communistes.

Grounding one's opinion on sociology, what is at stake now is to study the way the problem of the articulation between the production of a knowledge of the social world and philocommunist or communist commitment was raised in the Thirties in France. This question will be dealt with through the study of three biographical processes, which will be the one of Georges Friedman (1902-1977), the one of Valentin Feldman (1909-1942), and the one of Henri Mougín (1912-1946), three agrégés in Philosophy, who are parts of the world of social sciences, and are also involved in the French Communist Party's cultural work. When the context of the possibility of these double commitments – i.e. intellectual and political – will be studied, the next stage will consist in explaining their sociological productions : positions regarding both the area of social sciences and the communist world, their works will be analysed taking into account logics and constraints proper to the social sciences world, but also ones proper to the communist institution.

---

<sup>7</sup> G. Mauger, « Entre engagement politique et engagement sociologique », in S. Tissot (dir.), *Reconversions militantes*, Limoges, PULIM, 2005.

## **Neil GROSS**

Starting this summer Neil Gross will be associate professor of sociology at the University of British Columbia. His first book, *RICHARD RORTY: THE MAKING OF AN AMERICAN PHILOSOPHER*, has just been published by the University of Chicago Press. He is coeditor and cotranslator of *DURKHEIM'S PHILOSOPHY LECTURES: NOTES FROM THE LYCEE DE SENS COURSE, 1883-4*, and works on sociological theory and the sociology of ideas.

**Mathieu HAUCHECORNE**

Mathieu Hauchecorne, 28 ans, est ancien élève de l'École Normale Supérieure, diplômé de l'ENSAE et enseigne la science politique à l'Université de Lille 2 comme moniteur. Il est membre du CERAPS et de l'équipe ETT du Centre Maurice Halbwachs. Sa thèse en cours porte sur l'importation et la circulation dans les champs intellectuel et politique français des théories anglo-américaines de la justice sociale (John Rawls, Amartya Sen, Michael Walzer etc.). Il a également participé en 2006 et 2007 à l'enquête sur les usages sociaux de la justice administrative réalisée par le CERAPS et le Centre Maurice Halbwachs. Dans ce cadre, il a travaillé sur le traitement par les institutions publiques des contentieux en matière de logement.

**Les marges francophones comme facteur d'innovation théorique ? Les « filières » québécoise et belge d'importation des « théories de la justice » en France.**

La circulation internationale des productions intellectuelles se heurte à deux types de frontières qui ne se superposent pas nécessairement, frontières nationales et frontières linguistiques. On se propose ici de réfléchir aux effets propres de ces deux types de frontière et à leur articulation à partir de l'exemple du rôle joué par les espaces intellectuels québécois et belge dans l'importation en France des réflexions américaines communément regroupées sous le label de « théories de la justice » (John Rawls, Amartya Sen, Michael Walzer etc.).

Si les réflexions des philosophes et économistes américains sur la justice sociale, qui se développent outre-atlantique en réponse à l'ouvrage *A Theory of Justice* publié en 1971 par John Rawls, ne deviennent un véritable objet d'étude pour les philosophes français qu'à la fin des années 1990, des travaux sont en revanche consacrés beaucoup plus tôt à ces productions au sein des universités québécoises (Université de Montréal, université McGill entre autres) ainsi qu'en Belgique (chaire Hoover de l'université de Louvain-la-Neuve). D'ampleurs différentes, les réceptions belge et québécoise des « théories de la justice » renvoient certes à des configurations locales distinctes (imbrication du champ intellectuel québécois au sein du champ intellectuel nord-américain, spécificité de l'université de Louvain-la-Neuve dans le système d'enseignement supérieur belge). Parce qu'elles aboutissent à la constitution d'un réseau d'universitaires francophones spécialistes des « théories de la justice », ces réceptions antérieures au sein des marges francophones vont néanmoins exercer un même effet catalyseur sur la réception proprement française de ces travaux.. D'une part, le public français peut rapidement se familiariser avec ces productions anglophones par l'intermédiaire de conférences ou d'ouvrages de vulgarisation réalisés par des universitaires francophones. D'autre part, grâce aux transferts qui se mettent progressivement en place entre le centre français et les périphéries francophones, les premiers philosophes français qui travaillent sur ces questions vont pouvoir disposer d'interlocuteurs potentiels (publications dans des revues québécoises, participation à des colloques, collaborations transnationales).

Dans cette communication, on s'efforcera de rendre compte de cette importation française des théories de la justice par les marges francophones en s'attachant à quelques figures de médiateurs belges ou québécois des « théories de la justice ». Si les stratégies qu'ils mettent en œuvre en direction du champ intellectuel français font apparaître la domination de ce dernier sur ces espaces intellectuels francophones (en matière éditoriale voire en termes de débouchés académiques), on verra que, dans leurs cas, ces relations de dépendance se trouvent en partie contrebalancées par leur appartenance à des champs intellectuels nationaux distincts du champ français et d'une manière générale plus ouverts aux échanges culturels internationaux. On s'appuiera sur des entretiens réalisés avec plusieurs de ces médiateurs et sur une enquête plus large consacrée à la réception des théories de la justice dans le champ intellectuel français.

Intellectual productions have to face both national and linguistic frontiers in order to circulate from one country to another. This paper aims to distinguish the specific effects of each of those frontiers and to show how they combine. This paper thus focuses on the case of the reception of Anglophone theories of distributive justice (John Rawls, Amartya Sen, Michael Walzer etc.) in the francophone intellectual field. We show that Quebec and Belgian philosophers got interested in those works sooner than their French counterparts for institutional reasons. However, those receptions in the francophone margins led to the constitution of a community of Francophone researchers sharing the same methods and issues, and then prompted the diffusion of those theories in France. The domination of those francophone margins thus appears as being partly counterbalanced by their stronger integration in international cultural exchanges.

## Johan HEILBRON

Johan Heilbron is a sociologist at the Centre de sociologie européenne (CNRS-EHESS) and Erasmus University in Rotterdam. His research interests are in the historical sociology of the social sciences, economic sociology, and transnational cultural exchange. Recent publications include « Traditions nationales en sciences sociales », *Revue d'histoire des sciences humaines*, no. 18, 2008 (ed. special issue) ; « Economies de la recherche », *Actes de la recherche en sciences sociales*, no. 164, 2006 (special issue edited with J. Duval), *Naissance de la sociologie* (transl. 2006), *Pour une histoire des sciences sociales* (with Remi Lenoir and Gisèle Sapiro, eds. 2004), *The Rise of the Social Sciences and the Formation of Modernity* (edited with Lars Magnusson and Bjorn Wittrock, paperback 2001).

### Disciplinarité en sciences humaines et sociales en France

En dépit des affirmations selon lesquelles les « disciplines » sont des modes de savoir aujourd'hui largement dépassés, comme l'ont affirmé Michael Gibbons et Helga Nowotny, tout semble indiquer que la production et la circulation des savoirs dépendent toujours étroitement d'une division du travail fondée principalement sur des structures disciplinaires. Dans cette communication je propose une analyse bibliométrique de la production scientifique dans sept disciplines en sciences humaines et sociales afin de comprendre les variations de la signification de la disciplinarité. Les premiers résultats montrent que certaines disciplines sont bien plus ouvertes que d'autres et que leur impact extra-disciplinaire varie considérablement.

Disciplinary structures of knowledge production have in recent years received relatively little attention. Using bibliometric data about citation patterns in the human sciences in France (1992-2001), this study shows that disciplinary structures still matter a great deal, and that the degree of disciplinary varies significantly across disciplines. Some disciplines show a large degree of disciplinary closure (law, economics), whereas others are relatively open to other the production in other disciplines (sociology). It is shown, furthermore, that in terms of (inter)national orientation, some disciplines have a predominantly national profile (law, sociology), whereas others are more internationally oriented. With few exceptions (anthropology) this means strongly oriented toward the United States. The significance of properly 'international' and 'European' journals is found to be surprisingly small.

**La naissance de la psychosociologie ou les conditions d'un succès temporel (1914-1950).**

Avec l'application des nouvelles techniques d'organisation du travail, se constitue au cours de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle un ensemble de savoirs portant sur les grandes bureaucraties publiques ou privées. Jusqu'alors situés à la marge des grandes institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique, ces savoirs sont progressivement importés, après la Seconde Guerre mondiale, au sein du champ de production scientifique et contribuent tout particulièrement au renouvellement des sciences humaines et sociales. Elaborés sous l'occupation au sein des principaux organismes d'études et de conseil voués à la rationalisation et à la modernisation des structures sociales de l'économie, de nouvelles technologies sociales d'intervention, inspirées d'une psychosociologie empirique d'origine américaine, alimentent un courant historique qui, avec Jean Stoetzel, Guy Palmade ou Max Pagès, s'impose en France après la Libération. Il importe de revenir sur les conditions sociales de ce succès, progressivement réunies au cours de la période antérieure, en replaçant dans leurs contextes sociaux spécifiques les logiques d'import/export conceptuel entre les univers de production scientifique et ceux voués à la modernisation des élites et des structures économiques. Pour cela, il convient d'examiner les séries causales, relativement indépendantes les unes des autres, qui concourent au rapprochement entre différentes catégories d'agents sociaux convertis à une lecture psychosociologique des relations de pouvoir au sein d'univers de plus en plus bureaucratisés : leplaysiens admirateurs de Gustave Le Bon, de Gabriel Tarde et surtout d'Henri Bergson et en quête de nouvelles bases sociales ; psychologues universitaires engagés dans l'application industrielle de leurs techniques ; ingénieurs-conseils à la recherche de doctrines et de pratiques d'intervention alternatives au taylorisme, « jeunes » ou « nouveaux » patrons confrontés à un processus de dissociation croissante entre la propriété du capital et l'exercice de l'administration des affaires et séduits par le thème de la « psychologie des chefs » et enfin hauts fonctionnaires reconvertis dans le syndicalisme patronal et favorables à une économie organisée sur des bases professionnelles.

## Laurent JEANPIERRE

Laurent Jeanpierre est sociologue et maître de conférences en science politique à l'Institut d'études politiques de Strasbourg (Université Robert Schuman). Ses travaux portent sur la sociologie des mondes culturels et intellectuels, en particulier sur les mécanismes d'internationalisation (migrations, échanges) de ces secteurs et sur leur pouvoir symbolique au sein de la société transnationale. Derniers travaux en lien avec la conférence : Laurent Jeanpierre, "Une sociologie foucauldienne du néolibéralisme est-elle possible ?", *Sociologie et sociétés*, « Michel Foucault : sociologue ? », vol. XXXVIII, 2, automne 2006, pp. 87-111 ; Johan Heilbron, Nicolas Guilhot, Laurent Jeanpierre, "Toward a Transnational History of the Social Sciences", *Journal of the History of the Behavioral Sciences*, 44 (2) 2008, pp. 146-160.

Laurent Jeanpierre is a sociologist and currently assistant professor of political science at the University of Strasbourg. Research interests: globalization of the cultural and scientific worlds; intellectual and scientific migrations; politics of transnational intellectual networks; sociology of the art worlds; sociology of intellectuals. Recent publications related to the conference: Laurent Jeanpierre, "Une sociologie foucauldienne du néolibéralisme est-elle possible ?", *Sociologie et sociétés*, « Michel Foucault : sociologue ? », vol. XXXVIII, 2, automne 2006, pp. 87-111 ; Johan Heilbron, Nicolas Guilhot, Laurent Jeanpierre, "Toward a Transnational History of the Social Sciences", *Journal of the History of the Behavioral Sciences*, 44 (2) 2008, pp. 146-160.

### Noms et nations de la sociologie internationale.

#### Une comparaison de trois encyclopédies internationales de sciences sociales

Écrite le plus souvent à une échelle nationale, l'histoire des sciences sociales montre que le développement de ces savoirs est fonctionnellement lié au développement des Etats-nations. Il existe cependant, dès leur période de formation, des tendances à l'internationalisation des sciences sociales passant par des vecteurs divers, dont des conférences comme celle-ci et les sociétés savantes internationales. Les encyclopédies internationales font partie, en principe, de ces outils d'internationalisation. Elles constituent une source intéressante pour mesurer les tensions existant entre la « vocation à l'universel » des sciences sociales et leur ancrage socio-historique local, c'est-à-dire national. Trois entreprises encyclopédiques en sciences sociales ont été lancées au XX<sup>e</sup> siècle, chacune à presque trente ans d'intervalle : l'*Encyclopaedia of Social Sciences* (ESS) d'Edwin Seligman et Alvin Johnson, publiée en 15 volumes entre 1930 et 1935 ; l'*International Encyclopaedia of the Social Sciences* (IESS) dirigée par David Sills, publiée en 17 volumes en 1968, avec plusieurs ajouts ultérieurs dont un volume biographique en 1979 ; l'*International Encyclopaedia of the Social and Behavioral Sciences* (IESBS) dirigée par Neil Smelser et Paul Bates et publiée en 2001.

Alors que la déconstruction de ce que les universitaires anglo-américains appellent le « canon » des histoires de l'art, de la littérature, de la philosophie et, plus largement, de toutes les études culturelles, a été largement pratiquée depuis trente ans, l'exercice semble moins fréquent pour l'histoire des sciences sociales. Cette communication voudrait modestement contribuer à un tel effort, non pas, comme cela se fait souvent, en exhumant une figure injustement oubliée de l'histoire dominante de nos disciplines, mais en recherchant quelques structures du canon des sciences sociales mondiales tel qu'il se donne à voir dans les trois encyclopédies internationales qui viennent d'être mentionnées.

On s'intéressera ici au canon d'une seule discipline : la sociologie. On abordera le canon de la sociologie par le biais des entrées biographiques sélectionnées par les auteurs des trois encyclopédies internationales considérées. Cette sélection des encyclopédistes opérée parmi les producteurs de sociologie est enfin abordée comme un indicateur du poids relatif des différentes traditions nationales dans la sociologie internationale. On abordera donc, dans un premier temps, l'évolution de la hiérarchie des traditions sociologiques nationales à travers trois panthéons successifs de la sociologie mondiale.

On se demandera ensuite comment et par qui ont été produites ces représentations du passé de la discipline sociologique. En quoi la hiérarchie des traditions nationales cristallisées dans le vie de leurs

auteurs les plus reconnus reflète-t-elle des intérêts nationaux présents dans la confection même des encyclopédies internationales étudiées ?

Cette double approche ne bouleverse certes pas ce que l'on sait déjà, par d'autres recherches, des structures du « système-monde » de la sociologie internationale au vingtième siècle. Mais l'entrée, requise par une telle enquête, dans la « boîte noire » des encyclopédies internationales en tant qu'outils mondialisés de référence disciplinaire, permet de revenir avec de nouvelles hypothèses sur les mécanismes et les âges de l'internationalisme scientifique en sciences sociales.

History of the social sciences usually tells us that the development of this body of knowledge has been functionally related to the growth of modern Nation-states. However, there existed counter-currents of internationalization of these disciplines almost from their beginnings. Many different mechanisms have contributed to this internationalization, such as international conferences like this one and international scientific associations. International encyclopedias take part, in principle at least, to this globalization of the social sciences in the last century. They certainly are an interesting source in order to evaluate the existing tensions between the universal ideal of the social sciences and their real embeddedness within national social and institutional settings.

Three of such encyclopedic efforts were undertaken in the social sciences in the twentieth century, with almost thirty years between each of them: The 15-volume *Encyclopaedia of the Social Sciences* (ESS) of Edwin Seligman and Alvin Johnson, published between 1930 and 1935 ; the 17-volume *International Encyclopaedia of the Social Sciences* (IESS) edited by par David Sills in 1968, with extra volumes including a biographical one published in the 1970s ; the 26-volume *International Encyclopedia of the Social and Behavioral Sciences* (IESBS) edited by Neil Smelser and Paul Baltes in 2001.

Whereas deconstructing the canon of literary and art histories or philosophy has become a common intellectual habit within cultural studies of the past three decades, it seems less frequently practiced in the history of the social sciences. This paper aims at revealing a few structures of the sociological canon, which was built on a global scale in the twentieth century.

In order to question this sociological canon, we will compare the biographical entries of sociologists in the three aforementioned encyclopedias. The names and the nationalities of these biographical entries are considered indicators for measuring the importance of the different national traditions of the discipline. We will also ask ourselves who produced these global representations of the discipline and how they were produced. Is the hierarchy of national traditions and its evolution a simple reflection of the national interests at stake in the making of the three international encyclopedias of the social sciences? Even if this paper mainly confirms what we already know about the structures of the “world-system” of international sociology, opening the “black-box” of the international encyclopedias of the social sciences still enables us to ask new questions about the different mechanisms and phases of scientific internationalism within the social sciences.

**Camille JOSEPH**

Camille Joseph est doctorante au Centre de sociologie européenne (EHESS). Elle termine une thèse sur les éditions La Découverte, sous la direction de Gisèle Sapiro. Son travail porte en particulier sur les modalités de la gestion d'un héritage éditorial au début des années 1980.

### **La « vulgarisation » de la science aux éditions La Découverte**

Dans cette communication, j'interrogerai les conditions de production (et donc le possible inflexionnement des conditions de diffusion) des textes de sciences humaines publiés aux éditions La Découverte au début des années 1980. L'arrivée d'un nouveau groupe d'éditeurs et de directeurs de collection dans un moment de reconfiguration politique au niveau national constitue un contexte dont il ne faut pas surdéterminer l'importance mais qu'il faut bien davantage repenser comme le vecteur de la transformation d'une logique éditoriale amorcée dans les années qui précèdent le passage des éditions Maspero aux éditions La Découverte. Je mettrai en perspective les conditions de transmission (économiques et symboliques) d'une maison à une autre et les dispositions individuelles de la nouvelle équipe qui prend le relais dans les années 1980. L'image politique subversive héritée des éditions Maspero, en partie reconduite et en partie éliminée, a été articulée avec la présence de publications scientifiques qui témoignent d'un rapport à la culture savante et scolaire différent. Les efforts éditoriaux de vulgarisation, à travers la collection « Repères » notamment, feront l'objet d'une étude de cas illustrant la nouvelle articulation, aux éditions La Découverte, des logiques politiques et intellectuelles.

This presentation will examine the social conditions of publication prevailing in the 1980s in a French publishing house called La Découverte. The publishing house, former known as Éditions Maspero, changed its name between 1983 and 1984. This was the time when new editors and series directors came in to work at La Découverte, while the political context in France was also being transformed. This context does not account for every publishing transformations regarding social science books. I will also look at the social dispositions of the new team and the conditions in which the Éditions Maspero were transposed into a somewhat different entity. The subversive political image that La Découverte inherited, which it partly prolonged and partly rejected, was articulated with social science books in a different manner and therefore reveals a change of attitude towards the academic culture. The new entanglement of the intellectual and the political logics will be thoroughly examined through the particular example of one series of paperback vulgarizing books.

## Victor KARADY

Victor Karady, Hongrois de naissance, a fait toute sa carrière au CNRS de 1965 à 2003, lorsqu'il a pris sa retraite comme directeur de recherche 1re classe, en tant que membre du Centre de Sociologie Européenne. Actuellement il est professeur au Département d'histoire du Central European University à Budapest. Ses travaux ont eu pour thématique le processus d'institutionnalisation des sciences sociales en France avec l'édition des classiques de la sociologie française (Durkheim, Mauss, Halbwachs), les transformations de l'Université napoléonienne et le recrutement des facultés et écoles d'érudition littéraires, les problèmes ethniques dans la modernisation des sociétés centre-européennes - surtout dans ses objectivations démographiques (assimilation, dissimilation, mariages mixtes, conversions religieuses, changements de langue ou de patronymes, etc.), l'histoire sociale des Juifs en Europe à l'époque moderne, les inégalités de scolarisation et le recrutement des élites en Europe Centrale du 19e siècle jusqu'à nos jours.

### **Les processus historiques de professionnalisation des sciences humaines et sociales en Hongrie**

Il va être tenté dans cet exposé de présenter un survol des étapes et des principales conditions sociales du développement des assises institutionnelles propres aux principales disciplines de sciences humaines en Hongrie – statistiques sociales, démographie, sciences politiques, ethnographie, sociologie, folklore, psychanalyse - de leurs débuts au 19e siècle jusqu'à l'après-communisme. L'analyse part du triple constat du rapport étroit (plus qu'ailleurs, peut-être) entre les besoins idéologiques et intellectuels de la construction de l'Etat nation et des disciplines sociales, du poids des modèles étrangers (et le cas échéant des carrières alternatives à l'étranger), et de la faiblesse pendant longtemps de l'identité professionnelle de la plupart des disciplines concernées, ce qui explique leur public très hétérogène pendant longtemps. A l'époque libérale, avant 1918, les amorces de ces disciplines ont connu une institutionnalisation parfois rapide sous l'égide de l'Etat (statistiques sociales) et de l'Université (sciences et économie politiques, folklore) mais les autres dépendaient surtout d'initiatives privées sous forme d'associations (sociologie, psychanalyse). Le régime autoritaire de l'entre-deux-guerres limite la liberté d'enseignement, exclut le gros de la clientèle universitaire juive (en les forçant à l'émigration) et combat dans sa presse les courants libéraux des disciplines humaines, tout en promouvant la modernisation d'autres, telle l'économie politique ou les statistiques sociales (qu'il n'hésite pas à mettre au service de son programme antisémite). L'immédiate après-guerre apporte une bouffée d'oxygène entre 1945 et 1948 à toutes les sciences sociales qui parviennent à la reconnaissance universitaire, avant que la chape de plomb du stalinisme officiel ne l'écrase, les mettant pratiquement hors la loi, jusqu'après la Révolution de 1956. Dans la seconde phase du communisme toutefois, malgré le maintien officiel du monopole du paradigme marxiste, on assiste à la renaissance progressive et à la modernisation et institutionnalisation à l'occidentale de la plupart de sciences humaines, bien que certaines d'entre elles (telle la psychanalyse) n'y parviennent que dans des conditions de semi-clandestinité tolérée.

This paper will try to overview the main stages and social conditions having marked the development of the institutional foundations of the principal social disciplines in Hungary - The study starts with a triple observation related (1) to the strong interdependence between social disciplines and the ideological and intellectual needs of the construction of the nation state, (2) the leverage of foreign scholarly paradigms (and, occasionally, of careers abroad), (3) the weakness for a long time of the professional identity of most of the disciplines concerned. In the liberal era before 1918, some of the social sciences achieved rapidly a degree of institutionalisation thanks to the state (social statistics) or the universities (folklore, political science, economics), while the rest of them were linked to civil society initiatives in the shape of associations (psychanalyse, sociology). The authoritarian inter-war regime limited academic freedoms, barred from the universities the majority of their Jewish clientele

(by pushing them to emigration) and fights in its journals against the mainstream liberal branches of the social sciences, but, in the same time, helps to develop some of them (economics, social statistics) while making them instrumental in its antisemitic agency. The first after-war years, 1945-1948, represent a moment of liberation for the social disciplines which get access to university chairs, just before the Stalinist apparatus organizes its crack down by practically outlawing them, till well after the 1956 Revolution. Still, in the second phase of Communism, in spite of the formal maintenance of the intellectual monopoly of Marxism, progressively all the social disciplines experienced a rebirth and an institutional development not far from that in the West, though some of them (like the psychoanalysis) had to put up with a semi-clandestine existence under unofficially granted toleration by the state power.

**Wiebke KEIM**

**Sociologie sud-africaine – un champ de tension entre réception internationale et production locale**

En Afrique du Sud, la sociologie existe comme discipline depuis les années 1920, donc relativement tôt dans une perspective comparée internationale. Institutionnalisée d'abord en combinaison avec le travail social, elle réussit à s'émanciper de cette discipline voisine au cours des années 1950/60 avec l'importation du paradigme parsonien. Toutefois, il apparaît que jusqu'à la fin des années 1960, la sociologie sud-africaine n'avait fait de développement original consistant, mais vivait avant tout de la réception internationale. Cela a changé avec le retour d'une nouvelle génération, formée en Grande-Bretagne après 1968, qui a proposé avec l'introduction du révisionnisme une relecture de l'histoire et des conditions socio-économique actuelles du pays. Ces intellectuels de la nouvelle génération assuraient aussi une réception des débats théoriques et politiques qui avaient eu lieu auparavant en dehors des universités, tels que les apports analytiques et théoriques issues du Parti Communiste sud-africain des années 1940 et '50, qu'ils intègrent désormais aux débats universitaires. Toutefois, il paraît que la caractéristique qui a marqué le plus profondément les développements ultérieurs, c'est la dialectique permanente entre théorie et pratique : Un nombre considérable de scientifiques sociaux s'est engagé dans le mouvement anti-apartheid et s'est donc vu confronté à des réalités et des responsabilités pour lesquelles les approches importées s'avéraient insuffisantes. Cela a mené à des innovations conceptuelles et théoriques considérables dont je présenterai notamment celles issues du domaine de la sociologie industrielle et du mouvement ouvrier, le champ thématique le plus important dans le pays.

## Geoffroy de LAGASNERIE

Allocataire Moniteur à l'Université Paris 1-Panthéon Sorbonne.  
Doctorant (CRPS)

Geoffroy de Lagasnerie est chargé de cours en science politique à l'Université Paris 1-Panthéon Sorbonne. Il est l'auteur de *L'Empire de l'Université. Sur Bourdieu, les intellectuels et le journalisme*, Amsterdam, 2007.

### Les conditions sociales de la création théorique

Je voudrais m'interroger sur les mécanismes qui favorisent ou, au contraire, entravent la création théorique et l'innovation intellectuelle. On a coutume en effet de considérer les années 1960 et 1970, auxquelles les noms de Foucault, Bourdieu, Deleuze et Derrida sont, parmi d'autres, associés, comme des moments d'exception dans l'histoire intellectuelle et politique française, marquées à la fois par une vitalité théorique rarement atteinte (nombre des livres les plus importants du XXème siècle y furent écrits et publiés) et par une effervescence sans précédent de la pensée critique, presque toujours au contact des mobilisations politiques (dont le moment Mai-68 semble être à lui seul le symbole le plus éclatant et le plus manifeste). Comment expliquer l'émergence, puis la (relative) disparition, d'une telle configuration intellectuelle, ouverte à l'innovation et au travail de la pensée, et capable de fabriquer des créateurs ? Quelles sont les conditions sociales, historiques, politiques ou institutionnelles, de la pensée créatrice ? Et quelles sont, à l'inverse, les forces qui travaillent au maintien de l'ordre intellectuel et théorique, entravent les processus de création et raréfient l'innovation ?

Je me concentrerai sur les conditions de la production des idées. J'exposerai dans ma communication les résultats de mon enquête empirique sur l'évolution des structures du champ intellectuel entre les années 1960 et les années 1980, à partir d'indicateurs portant sur les rapports entre champ universitaire (analyse de trajectoires et de positions), champ médiatique (analyse des comptes rendus publiés, et des propriétés de leurs auteurs, pour les principaux quotidiens et hebdomadaires) et champ des revues notamment.

I would like to reflect on the mechanisms which support or, on the contrary, hamper theoretical creativity and intellectual innovations. The 1960s and the 1970s, to which the names of Foucault, Bourdieu, Deleuze and Derrida, among others, are linked, are often considered as times of exception in the intellectual and political life in France: some of the most important books of the XXth century were written and published during this period: How to explain the emergence, and then the (relative) disappearance, of such an intellectual configuration? What are the social, historical, political or institutional conditions of creative thought? And what are, on the contrary, the forces that restrict innovation? In this paper, I will talk about the results of my empirical investigations on the structures of the French intellectual field, and their transformations, between the 1960s and the 1980s.

**Brice LE GALL**

Brice le Gall est allocataire de recherche à l'EHESS et membre du Centre de Sociologie Européenne. Il travaille sur les transformations des institutions universitaires et l'histoire de l'enseignement de l'économie et de la gestion. Il a publié notamment en collaboration avec Charles Soulié : « Massification, professionnalisation et réforme du gouvernement des universités : une actualisation du conflit des facultés en France » in *Les ravages de la modernisation universitaire en Europe*, Syllepse, 2007. Ou encore, « Des usages sociaux du D.E.U.G. de Paris VIII : ségrégation sociale, attentes pédagogiques et habitus disciplinaires. » in *Obstacles et succès scolaires*, Editions du Conseil scientifique de l'Université de Lille 3, 2006.

### **Massification scolaire et luttes autour de la définition de l'enseignement de l'économie à Paris VIII : La redéfinition d'un enseignement et de ses fonctions sociales**

L'enseignement universitaire remplit de multiples fonctions sociales (« professionnelle », « scientifique », « citoyenne », etc.) qui apparaissent souvent contradictoires et qui font l'objet, au moins en apparence, de luttes intenses entre enseignants-chercheurs. A partir d'une approche sociohistorique d'un département d'économie et gestion, cette contribution étudie un cas de redéfinition pratique de l'enseignement et de ses fonctions sociales. Après avoir présenté les spécificités du département enquêté en le replaçant dans l'espace des formations universitaires en économie au moment de sa création, nous retraçons sa trajectoire intellectuelle, l'évolution de ses cursus et de ses enseignements. Pour expliquer son *aggiornamento*, notre analyse se fonde à la fois sur les transformations morphologiques de son public et de son « corps » enseignant ainsi que sur les logiques des micro-luttes qui s'expriment lors des renouvellements des programmes d'enseignement. Il en ressort que les déterminants socio-économiques de la « demande étudiante » combinés à une « crise de reproduction » d'une fraction des enseignants et aux multiples clivages qui les opposent tendent à remettre en cause la légitimité des savoirs théoriques critiques dans certains sous-espaces du champ universitaire.

Higher education performs various functions – 'professional', 'scientific', 'citizen-building', etc.- that are often contradictory and in which university professors/lecturers invest in intensely polarised ways. This presentation is based on the sociological history of an economics & management department. It will investigate the redefinition of its teaching and its social functions. First, it will locate the department within the broader space of higher education economics teaching at the time of its inception so as to highlight its specificities. It will then underline its intellectual trajectory and the transformation of its curriculum. The department's *aggiornamento* is related to the morphological transformations of the student public and the teaching staff as well as to micro-struggles that emerge when the curriculum is renewed. The students' socio-economic characteristics and their related expectations combined with a 'reproduction crisis' faced by a fraction of the academics fuelled by multi-layered conflicts between them are shown to work together to undermine the legitimacy of critical theoretical knowledge in some subspaces of the academic field.

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, docteur en sciences sociales de l'EHESS, avec une thèse soutenue en 2007 sur le biologisme comme phénomène éditorial, en France, depuis 1970, sous la direction de Dominique Memmi. Inscrit sur la liste de qualification de maître de conférence en sociologie depuis février 2008. Divers textes, pour la plupart en rapport avec le thème de la thèse, ont été ou sont en cours de publication. On peut mentionner un article dans *Sociétés contemporaines*, sur le catalogue d'Odile Jacob, paru fin 2006 : "Le biologisme comme griffe éditoriale". Thèmes d'intérêt : sociologie de la vulgarisation scientifique, et des domaines qui s'y rattachent, comme les intellectuels ou l'édition. A l'heure actuelle : conservateur de bibliothèque ayant exercé, entre autres, à la Bibliothèque nationale de France, et actuellement en poste à l'université de Tours.

**Édition en sciences humaines et sociales ou édition de savoir ? :  
les enjeux de l'ouverture à la biologie au travers du cas des éditions Odile Jacob**

À partir de l'exemple des éditions Odile Jacob, la communication se propose d'évoquer l'ouverture d'une partie de l'édition SHS aux sciences biologiques depuis une quarantaine d'années, en décalage avec l'attitude effective de la recherche en sciences sociales à l'égard de ces disciplines. Si cette visibilité accrue s'inscrit dans une certaine continuité historique au sein de l'édition de savoir (Flammarion, Presses universitaires de France), elle n'en revêt pas moins certains traits spécifiques, liés à son contexte d'apparition.

*L'ouverture aux sciences biologiques.* Le phénomène est repérable tant au plan de la multiplication des collections de vulgarisation scientifique, que de la régularité des succès remportés par les essais de « savants » tels François Jacob, Jean-Pierre Changeux ou Boris Cyrulnik, qu'enfin à l'ascension de l'éditrice de prédilection de ces derniers, Odile Jacob. Il se manifeste sous la forme d'ouvrages de vulgarisation classiques ou d'essais proposant des approches « nouvelles », principalement biopsychologiques, des phénomènes sociaux, à partir de disciplines comme l'éthologie, la génétique ou les neurosciences. A tort ou à raison, ces types d'ouvrages ont souvent été évoqués dans les débats sur la prétendue « crise » de l'édition SHS dans les années 1980-1990, généralement pour indiquer une mutation au sein de celle-ci. Dans le cas d'Odile Jacob, leur promotion coexiste avec une vision déterminée de ce que devrait être l'édition SHS.

*La place des sciences naturelles dans l'espace public.* On peut comprendre la réussite d'Odile Jacob à la lumière d'une convergence de mutations, relevant de l'économie interne de l'édition SHS (par exemple, l'apparition des politiques éditoriales) et des reconfigurations du champ intellectuel depuis les années 1970. Mais l'étude de cet éditeur a aussi le mérite de rappeler que les modalités des processus de vulgarisation pourraient dépendre moins des préoccupations du monde de la recherche que d'une logique propre aux protagonistes du champ éditorial, qui porte ceux-ci à « tracer des frontières » (Pierre Nora) dans l'univers des savoirs entre ce qui ne relève que d'un savoir spécialisé et ce qui doit concerner un public plus général. La mise en évidence de cette logique renvoie à la question de la place des sciences sociales au sein d'un ensemble plus large désormais désigné comme « édition de savoir » chez Odile Jacob, ainsi que, symétriquement, à la question des usages publics de ces mêmes sciences sociales promus par cette éditrice.

For forty years, some social sciences publishers have been being interested in biological sciences, whereas, at the same time, social scientists have not paid much attention to them. This phenomenon is attested by the great number of popularizing collections launched during the period, the numerous best-sellers written by biologists such as François Jacob or Jean-Pierre Changeux and the success of Odile Jacob, a publisher specialized in this kind of books.

This interest can be related to an old tradition among French academic publishers (Flammarion...), its reappearance nevertheless involves some very specific aspects, such as the transformations of the publishing and intellectual fields since the 1970's. The case of Odile Jacob helps to understand how publishers distinguish, according to a peculiar logic, among scientific works those which ought to be brought to a vast audience. The choices that some publishers thus make, can question the place of social sciences in a larger realm now called, by Odile Jacob and others , « knowledge publishing » (édition de savoir).

**Jean-Christophe MARCEL**

**Le Centre de Documentation Sociale (1920-1940)**

The Centre de Documentation Sociale of the Ecole Normale Supérieure was founded in 1920, and directed by the durkheimian sociologist Célestin Bouglé. It aimed, as a library, at gathering all documents about political, social and economic evolutions the European countries faced, in order to understand the rise of fascisms and the consequences of the 1929 crisis. Secondly supported by the Rockefeller Foundation funds and the French government, after the bankruptcy of Albert Kahn, its mission of information led to another way of making sociology. Survey research, became indeed an official method of the French sociologists in university. The history of the Centre shows how a new way of making social science rises, boosted by social and political demand.

Olivier Martin est maître de conférences habilité en sociologie à l'Université Paris Descartes et chercheur au CERLIS (Centre de recherche sur les liens sociaux, CNRS et Université Paris Descartes). Ses travaux portent notamment sur la sociologie des activités scientifiques et du monde académique. Co-directeur de la *Revue d'histoire des sciences humaines*, il a notamment publié : *Sociologie des sciences* (Armand Colin, 2000) et *Savoirs et Savants* (avec Jean-Michel Berthelot et Cécile Collinet ; Paris, PUF, 2005).

**Comment devient-on enseignant-chercheur en sociologie ?  
Une sociologie des dix années de qualification au CNU 19.**

Le recrutement dans l'enseignement supérieur, notamment l'intégration dans les corps de maître de conférences (ou de chargé de recherche), fait souvent l'objet de témoignages collectifs comme individuels et parfois de dénonciations reposant sur des cas singuliers. L'injustice des situations, les passe-droits, le localisme, les incohérences dans les recrutements sont dénoncés en s'appuyant sur des cas individuels. Pour s'éloigner et dépasser ces cas particuliers, l'enquête sociologique est indispensable. S'appuyant sur des données qualitatives précises, les travaux de Christine Musselin ont par exemple permis de bien décomposer divers aspects des processus décisionnels de recrutement dans l'enseignement supérieur.

Plus rares sont les études quantitatives. Elles sont pourtant indispensables si l'on souhaite saisir de manière un peu systématique les propriétés des candidats et celles des recrutés. Partant de la liste exhaustive des qualifiés par la 19<sup>e</sup> Section du Conseil National des Universités durant 10 ans (de 1998 à 2007), nous l'avons complétée des informations sur les recrutements durant la même période, sur la détention d'une agrégation, sur la détention d'un titre d'un ancien élève de grande école, sur les principales caractéristiques de la thèse soutenue ainsi que sur le sexe et l'âge des candidats.

Sans toutefois nous renseigner sur la nature des relations pouvant exister entre les propriétés des docteurs et celles des recrutés, le croisement de toutes ces données nous a permis de mettre en évidence certaines caractéristiques des recrutés. La proposition de communication vise ainsi à présenter les premiers résultats d'une analyse de l'ensemble des docteurs ayant obtenu une ou plusieurs qualifications aux fonctions de maîtres de conférences en sociologie entre 1998 et 2007. L'analyse statistique des quelques 1750 qualifiés permet d'identifier quelques régularités et de disposer d'éléments précis que le « recrutement local », sur le « parisianisme », sur les effets de sexe ou des diplômes antérieurs. Elle invite alors le sociologue, prenant appui sur un matériau empirique solide, à aller au-delà des simples intuitions ou des discours dénonciateurs.

In France the recruitment as an “academic sociologist” (“maître de conférences des Universités” or a “chargé de recherché du CNRS”) is often the object of collective testimony, individual evidences and sometimes denunciations resting on peculiar cases. Injustices of situations, preferential treatments, « localism » and disconnectedness in recruitment are reported by leaning on individual cases. To move away and exceed these particular cases, sociological studies are necessary. Leaning on qualitative data, research of Christine Musselin allowed for instance to understand various aspects of the decision-making processes of recruitment. Rarer are quantitative studies. They are however necessary if we like to grab in a more systematic way the characteristics of candidates and those of recruits. We realize a study of about 1700 students with a Ph.D and a qualification on “sociology” (1998-2007). Analyses of the main characteristics of those students show the effect of the “aggregation”, of the diploma, of the age, of the sex... on the probability of a recruitment. It also offers new results about the “localism” which is very often denounced in France.

## **Frédérique MATONTI**

Frédérique Matonti est professeure de science politique à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne (CRPS/CNRS). Après avoir consacré sa thèse au PCF des années 60 et 70 (*Intellectuels communistes. Une sociologie de l'obéissance politique. La Nouvelle Critique. 1966-1980*, La Découverte, 2005), elle se tourne vers l'histoire sociale des idées politiques. Une partie de ses recherches est consacrée au comportement politique ainsi qu'à la professionnalisation politique des femmes. Enfin, elle a co-dirigé avec Dominique Damamme, Boris Gobille et Bernard Pudal, *Mai-Juin 68 en France* paru cette année aux Éditions de l'Atelier.

### **"Quand les fantômes passèrent le pont" – les nouvelles frontières du normal et du pathologique**

Dans les années 70, les représentations de la folie sont profondément modifiées. On évoquera quelques unes des expériences (réforme hospitalière, La Borde...) et quelques unes des analyses (Lacan, Foucault, Dolto...) qui dès l'après-guerre ont rendu ce bouleversement des repères du normal et du pathologique possible.

**Martine MESPOULET**

Martine Mespoulet est professeur de sociologie à l'université de Poitiers. Elle mène des travaux de recherche dans les domaines de la sociologie de la quantification et de l'histoire des sciences sociales en Russie et URSS. Elle a publié notamment :

*Construire le socialisme par les chiffres. Enquêtes et recensements en URSS de 1917 à 1991*, Editions de l'Ined, Paris, 2008.

*L'anarchie bureaucratique. Statistique et pouvoir sous Staline*, avec Alain Blum, La Découverte, 2003

Elle a coordonné le dossier « Quelle sociologie derrière le « rideau de fer » ? 1950-1989 », *Revue d'Histoire des Sciences humaines*, n°16, avril 2007.

### **Enquêtes sur les usages du temps et sociologie de la vie quotidienne en URSS dans les années 1960 et 1970**

La relation entre statistique et sociologie a pris des formes spécifiques en URSS, dans un Etat où les sciences sociales étaient assimilées à des outils pour édifier le socialisme. Dès les années 1920, après l'interdiction de l'enseignement de la sociologie dans les universités à la fin de l'année 1922, les enquêtes sociales ont pris souvent la forme d'une sociologie empirique qui ne pouvait dire son nom.

Dans certains cas, la résolution de la forte tension entre les injonctions du Parti et les représentations que les chercheurs en sciences sociales avaient de leur propre travail a été à l'origine d'une production de connaissance originale et d'une réelle inventivité dans le domaine méthodologique. Ce fut le cas notamment des enquêtes sur les budgets temps dans les années 1960 et 1970. En lien avec la politique d'élévation du bien-être de la population, l'analyse du temps libre fut un des thèmes centraux des « recherches sociales concrètes » de cette période. Les enquêtes sur les emplois du temps des familles et des individus ont ainsi donné lieu à une grande diversité de travaux sur la vie quotidienne en URSS.

A la lumière de cet exemple, cette communication se proposera de montrer comment une sociologie quantitative de la vie quotidienne s'est développée en URSS dans les années 1960 et 1970, au carrefour des directives du Parti et des interrogations des sociologues face au terrain. Par ailleurs, l'inventivité de certaines enquêtes sur les budgets et les usages du temps peut être attribuée aux diverses formes de compromis méthodologique et théorique que les sociologues ont dû trouver pour concilier les exigences d'une commande d'Etat, ou du Parti, et leur propre conception de ce que devait être un travail scientifique.

The relationship between statistics and sociology wore specific forms in USSR, in a State where social sciences were considered as tools for building socialism. As early as the 1920's, as soon as teaching of sociology has been forbidden in the universities at the end of the year 1922, social surveys looked like empirical sociology without using this word.

Social sciences researchers had to solve the tension between Party orders and the conception they had of their own work. In some cases, solving this tension produced original knowledge and inventiveness in surveys methodology. It was the case of time budget surveys in the 1960's and the 1970's. In relation with the policy aiming at increasing well-being in USSR, the study of non-work time became one of the main topics of « concrete social researches » carried out during this period. Time budget surveys gave huge material on everyday life in USSR.

Frédérique Niel est docteure en science politique, et membre du Centre Universitaire de Recherches sur l'Action publique et le Politique, Epistémologie et Sciences Sociales (Curapp-Cnrs, UMR 6054). Elle a enseigné la sociologie de l'action publique et de l'Etat à l'Université d'Amiens et à l'IEP de Strasbourg. Sa thèse porte sur les politiques linguistiques - Les vicissitudes de l'Etat linguiste ou comment les langues minoritaires deviennent l'objet d'une politique sociale linguistique. Contribution à une sociologie historique du capital informationnel d'Etat, 2007. Elle a publié « Quand la pensée d'Etat travaille la science : les langues régionales entre objet d'investigation et cause à défendre » in Olivier Ihl (dir.), *Les « sciences » de l'action publique*, Grenoble, PUG, 2006.

### **Aux frontières de la science et dans les interstices de l'Etat : des linguistes à la conquête d'un « Etat-social » linguistique**

Depuis la fin des années 1990, le ministère de la Culture dispose d'un « observatoire des pratiques linguistiques ». Si cet observatoire a pu s'imposer, dans l'Etat central, en instance d'expertise scientifique des façons de parler de la « société linguistique » française, c'est qu'il reposait au départ sur un argument patrimonial (« la mort des langues régionales »). Or, cette instance va dans la pratique de son fonctionnement user contre l'Etat de la liberté relative que lui assure l'Etat, en subvertissant l'idéologie du nationalisme linguistique (« une nation, une langue, un territoire ») et la vision légitime des politiques linguistiques (« langue française » versus « langues régionales »). Elle va non seulement chercher à naturaliser l'existence d'une diversité linguistique en France (« pratiques linguistiques ») qui est loin d'être cantonnée aux langues historiques régionales (langues de l'immigration, langue des signes, différentes manières de parler français, etc.), mais encore dénoncer le refoulement étatique des déterminations sociales des langues et les effets d'inégalité et d'insécurité engendrés par la pensée du monolinguisme d'Etat. Cette communication s'efforcera ainsi d'expliquer comment une telle « conquête » ambivalente a pu être possible. Elle visera plus généralement à mesurer certains effets politiques et institutionnels qu'est susceptible de produire un mouvement scientifique « moderne » ou une avant-garde critique née dans les années 1960, dont la politisation des savoirs s'avère moins inconsciente qu'assumée. Parce que la création de cet observatoire est le fait d'un groupe de sociolinguistes porteurs d'une histoire exemplaire des deux points de vue de la science (humaine et sociale) et du politique, la communication reviendra, dans un premier temps, sur les conditions particulières (scientifique, épistémologique, sociale, relationnelle) d'invention et de consolidation de cette « science des politiques linguistiques ». La communication montrera, dans un second temps, comment cette avant-garde scientifique en vient à former, dans les interstices du champ bureaucratique, une sorte d'« Etat-social » (« savoir providentiel ») alors que domine, dans les politiques linguistiques, le modèle coercitif et symbolique de l'Etat-nation.

Plusieurs hypothèses seront évoquées, parmi elles : le pouvoir structurant du paradigme sociologique (d'abord introduit dans la linguistique, il se trouve ensuite importé dans l'Etat et sert à dénoncer les impensés du monolinguisme et à instituer une révolution bureaucratique contre la domination étatique) ; l'hétéronomie du mouvement scientifique en présence et son actualisation continue à de « nouveaux » problèmes sociaux linguistiques (issus de l'exode rural, de la croissance urbaine, du phénomène migratoire, de la tertiarisation du travail) ; le phénomène de reproduction, aux frontières de l'Etat, d'une position subversive expérimentée au préalable aux frontières de la science linguistique monopolisée par l'étude de la norme linguistique ; ou encore les effets du déclassement social (et donc linguistique) par le haut auxquels ces acteurs sont exposés, etc. Au final, ces sociolinguistes engagés dans les institutions étatiques pour adapter l'ordre établi à un nouvel état des rapports sociaux linguistiques, répondent institutionnellement (« poches de résistances ») à l'appel d'un « intellectuel collectif » luttant contre ce qui est perçu comme une mise à mal de l'Etat-social.

This paper is about the commitment of a group of linguists in the field of linguistic policies from the end of the 1990s onwards. This commitment is embodied in the creation of an authority of expertise of the population's linguistic practices and in the production of some knowledge which is critical of the State monolingualism view. It also contributes to contesting the prevailing model of linguistic nationalism in favour of a « social view » of linguistic diversity. This political commitment takes on a form which owes to the particular history of the sociolinguistic movement to which the actors belong . Born in the 1960s of a meeting between linguistics and critical sociology, this scientific movement imposes itself in the « interstices » of the bureaucratic field by trying to adapt the established order to a new state of the linguistic social relations.

**Ioana POPA**

Ioana Popa est chargée de recherche au CNRS (Institut des sciences sociales du politique). Elle travaille sur les transferts culturels et scientifiques Est-Ouest, sur la mobilisation transnationale des scientifiques en faveur des droits de l'homme et sur les formes d'internationalisation des disciplines scientifiques, à partir notamment du cas des « études européennes ». Elle prépare un ouvrage issu de sa thèse de doctorat, *Traduire sous contrainte. Les écrivains et le communisme* (à paraître aux CNRS Editions). Membre du comité de rédaction de la revue *Genèses. Sciences sociales et histoire*, elle enseigne à l'Université Paris X et dans le cadre du Consortium des Universités Emory, Duke et Cornell à Paris

**Transferts scientifiques « non-officiels » et séminaires clandestins :  
circulations Est-Ouest sous le communisme**

A partir du cas des relations scientifiques entretenues de manière « non-officielle » par des intellectuels et des savants français et occidentaux avec leurs collègues des pays communistes pendant les années 1970 et 1980, cette communication se propose d'analyser certaines modalités de circulation internationale des savoirs et des productions scientifiques, ainsi que leurs particularités, dans une conjoncture socio-historique surdéterminée par la contrainte politique. Maintenir ce type d'échanges peut relever, de la part des scientifiques occidentaux, d'une forme de solidarité professionnelle et/ou d'engagement politique, voire conduire à des formes de mobilisation collective en faveur de leurs confrères est-européens. Cet engagement ne se fait cependant pas aux dépenses d'une circulation proprement dite des savoirs scientifiques, dont nous examinerons certains vecteurs, à partir d'une recherche en cours portant sur les activités de quelques structures associatives ayant œuvré en ce sens.

The analysis of the informal scientific exchanges between the occidental scholars and scientists with their Eastern European homologues during the 70s and the 80s shows some possibilities of international circulation of knowledge and of the scientific productions as well as their specificities in a social and historical context determined by the political constraint. For the French and occidental scientists, maintaining of this kind of exchanges is a matter of professional solidarity and political commitment and it could bring to mobilization for their Eastern European colleagues, especially when they are object of professional dropout or political repression. This commitment don't diminish the value of the international scientific exchanges, even if they are somewhat limited because of the political constraint. We will examine here some aspects of the non-official scientific exchanges issued from an ongoing study on the activities of some associations that acted for this purpose.

Docteur en sociologie de l'EHESS, il a soutenu en décembre 2007 à l'EHESS sa thèse portant sur les réceptions du pragmatisme en France, commencée sous la direction de Jean-Michel Berthelot et poursuivie sous celle de Jean-Louis Fabiani. Il est aussi membre du Bureau du RT 27 et à ce titre co-organisateur du colloque : « Sciences humaines et sociales en société », Paris, mai 2008.

### **Des usages du pragmatisme en histoire : un "tournant critique" ?**

Nous souhaiterions proposer une communication s'inscrivant dans l'axe portant sur les enjeux liés à la circulation internationale des idées en nous appuyant sur nos travaux de thèse qui tentait de retracer l'histoire et les enjeux des réceptions du pragmatisme en France au XX<sup>e</sup> siècle.

La réception de la philosophie pragmatiste<sup>8</sup> en France depuis une vingtaine d'années a rencontré, accompagné et dans une certaine mesure alimenté un mouvement assez général des sciences humaines et sociales qui cherche à promouvoir de nouvelles modalités de retour ou de recours à l'empirisme. Cette philosophie, qui s'appuie souvent sur l'enquête sociale, promeut un certain nombre de notions devenues aujourd'hui « incontournables » dans le lexique des sciences humaines et sociales (action, action située, interaction, expérience, et leurs dérivatifs) et permet de prendre ses distances avec les approches plus globales ou structurales du monde social, aussi bien en histoire qu'en sociologie. Elle insiste sur la dimension incarnée, expérientielle si l'on veut, des activités humaines.

Dans son ouvrage, *Les nouvelles sociologies*, Philippe Corcuff parle d'une « galaxie pragmatique » (2007) dans laquelle il inclut notamment Nicolas Dodier et Francis Chateauraynaud, mais il réserve le terme de « sociologie pragmatique » à Boltanski et Thévenot. Qu'entend-il par cette terminologie ? Ils ont esquissé, dit-il, « un paradigme pragmatique (centré sur « l'action située ») à partir de la fin des années 1980, en rupture avec le cadre de la sociologie de Bourdieu dans lequel ils avaient commencé à travailler. Cette « sociologie des régimes d'action », ou « sociologie des régimes d'engagement », s'intéresse à des corps dotés de compétences et confrontés à des choses au sein de cours d'action ».

Même mouvement, semble-t-il, en histoire, depuis l'ouvrage de Bernard Lepetit *Les formes de l'expérience* (1995) et ses éditos dans les *Annales*. Lepetit diagnostique lui aussi un changement d'orientation dans l'ensemble des sciences sociales : « L'économie, la sociologie, l'anthropologie ou la linguistique prennent aujourd'hui leur distance d'avec le structuralisme, voire avec l'explication causale pour, les unes et les autres, prêter attention à l'action située et rapporter l'explication de l'ordonnement des phénomènes à leur déroulement même. A la linguistique saussurienne, on oppose la sémantique des situations ; contre les déterminations de l'*habitus*, on insiste sur la pluralité des mondes de l'action ». Tous ces schémas analytiques, conclut Lepetit, « trouvent dans les modalités d'agencement du social et dans les pratiques interindividuelles et collectives qui les font jouer la source de la compréhension du social ».

Notre communication portera spécifiquement sur les usages du pragmatisme en histoire : d'une part, ceux de Lepetit qui s'en sert notamment pour impulser un « tournant critique » dans la discipline ; d'autre part, ceux de Gérard Noiriel qui y recourt davantage du point de vue politique et institutionnel (chapitre 5 de *Sur la crise de l'histoire*, sous-titré : « contribution à une réflexion « pragmatiste » sur l'histoire »). Noiriel commence d'ailleurs par commenter l'édito de Lepetit, appelant à un « tournant critique » dans la discipline historique, éloigné du « *linguistic turn* » anglo-saxon : c'est ce qu'il conteste le moins. Par contre, Noiriel reste sceptique face à la capacité des historiens de réellement penser leurs pratiques et ce qu'il appelle l'« âge de la raison pragmatique » consiste aussi et peut-être avant tout à interroger les modes de production des savoirs. Qu'est ce que la

---

<sup>8</sup> La philosophie pragmatiste s'est historiquement incarnée dans les figures de Peirce, Dewey, James et Mead essentiellement mais on y associe souvent le second Wittgenstein ; et Rorty ou Shusterman en sont deux représentants contemporains connus. Elle a évidemment beaucoup compté dans la constitution de l'Ecole de Chicago notamment.

philosophie pragmatiste apporte dans ces circonstances ? elle permet de penser, nous dit Noiriel, la théorie et la pratique comme les deux dimensions d'un même problème.

Il y a au moins, selon Noiriel, trois dimensions dans le métier d'historien qu'il faut penser ensemble : savoir, mémoire et pouvoir. Le savoir renvoie à l'activité proprement scientifique des historiens – la production de connaissances sur des univers historiques. La mémoire touche à tout ce qui est de l'ordre de l'enseignement et de la vulgarisation de ce savoir, de sa diffusion: Noiriel insiste sur le fait que l'historien est payé par l'Etat et se doit de participer à la construction d'une identité et d'une mémoire collectives. Enfin, le pouvoir renvoie aux activités de nomination, de sélection, aux processus de reconnaissance internes à la communauté des historiens. En fait, ces trois aspects fonctionnent ensemble et une approche pragmatiste du métier d'historien, expression récurrente sous la plume de Noiriel, se doit de ne pas les dissocier.

C'est donc à l'ensemble de ces débats suscités par les multiples appropriations du pragmatisme en histoire que nous souhaitons consacrer notre propos.

Our speech tackles the subject of the reception of pragmatism in France, more precisely the uses and appropriations of pragmatism - an american philosophy better known in France since 1980 – in the french social sciences, specifically in History. In the famous historical review, *Les Annales*, Bernard Lepetit who was the director of the publication, wrote two major texts in march-april 1988 « History and Social Sciences : a critical turn », and published in 1989 a special volume entitled « Critical Turn ». In both, he proposed to change the vocabulary, concepts and notions, scales of analysis etc. used in History and tried to explain the importance of a new notion, « experience », to understand the life of people who are studied by historians. In 1995, Lepetit published a collectiv book – « The forms of experience » – in which he declared that a new intellectual configuration was now an absolute necessity for historical studies. He did not refer directly to pragmatism itself but we can find in thos book the clues of a new intellectual configuration inspired by this philosophical approach. He is not the only historian interested in pragmatism.

In his book « On the crisis of History » published in 1996, Gérard Noiriel, another well-known historian, tried to promote what he called the «pragmatist historian » in a much more political sense. I will try to compare these different points of view about pragmatism in the debate between contemporary french historians.

Pragmatism in french History can be considered as a way to understand this question of the reception of new concepts - how they are used and appropriated by (french) academics – and to highlight different phenomena relating to international circulation of ideas.

Doctorante en Science Politique à l'Université de Paris 1 Panthéon Sorbonne, Elsa Rambaud réalise une thèse sur « la construction identitaire de Médecins Sans Frontières ». Croisant sociologie des relations internationales, du militantisme et de la critique, ce travail est dirigé par Michel Dobry et discuté par Johanna Siméant. Parallèlement, Elsa Rambaud a assuré la charge de plusieurs enseignements de science politique à l'Université de Paris 1 et à l'Université de Picardie Jules-Verne.

### **Le Centre de Réflexion sur l'Action et les Savoirs Humanitaires (CRASH) ou les usages militants des sciences humaines et sociales à Médecins Sans Frontières.**

Empiriquement étayée par des entretiens, observations participantes et documents internes à l'organisation, notre proposition de communication interroge les usages militants des sciences sociales à Médecins Sans Frontières. Principale productrice d'analyses critiques et demi savantes de l'humanitaire et seule ONG française à s'être dotée d'un centre de recherche, le Centre de Réflexion sur l'Action et les Savoirs Humanitaires (CRASH), MSF offre un terrain d'étude privilégié des mécanismes de mobilisation des outils des sciences sociales à des fins pratiques. Eclairant certains ressorts de la réappropriation de connaissances scientifiques allant, en l'espèce, jusqu'à la constitution d'une véritable théorie de la pratique mâtinée de considérations sociologiques, notre communication entendra également restituer les effets de cette entreprise sur ses espaces de réception : tant au sein de l'association que dans l'arène humanitaire française.

A l'interface de l'association et du champ universitaire, le CRASH, -noyau dur de cinq « intellectuels organiques »<sup>9</sup> à la multipositionnalité académiquement prononcée, chapeauté par un conseil scientifique de trois chercheurs professionnels (un anthropologue et deux sociologues de l'EHESS)-, fait vivre une critique principielle et intellectualisée des activités de MSF et, jamais bien loin, de celles des autres ONG. Après avoir traité des logiques de formation de cette instance, nous interrogerons les apports de cette activité d'importation et d'hybridation d'un savoir sociologique à la construction identitaire de MSF. Le CRASH élabore, en effet, la grammaire de l'humanitaire MSFien qui, comme toute grammaire<sup>10</sup>, répond aux problèmes qu'elle constitue en tant que tels c'est-à-dire, dans le cas présent, répond aux « difficultés » que le CRASH décèle dans les acquis de la sociologie. Nous verrons, par exemple, ce que la préférence institutionnelle accordée à l'urgence sur le développement « néocolonial » doit à la construction de l'humanitaire comme « relation de don sans contre don » jugée, dans les suites de Mauss, « antisociale par nature »<sup>11</sup> ; ou comment les logiques incrémentales dégagées par la sociologie des organisations<sup>12</sup> sont convoquées pour justifier de la non pérennité des

<sup>9</sup> Tous titulaires d'un master de l'IEP de Paris, les cinq chercheurs salariés du CRASH peuvent être qualifiés d'intellectuels organiques de MSF au sens où ils doivent leur raison d'être à l'élaboration ou à la diffusion d'un savoir théorique d'utilité pratique pour l'ONG et tirent leur légitimité première de leur appartenance à MSF. Ils n'en sont pas moins, et grâce à MSF, multipositionnels puisque que leur capital scolaire, le fait qu'il assurent à certains chercheurs extérieurs l'accès à leurs terrains et que la qualité de leurs travaux soit contrôlée par un conseil scientifique de trois professionnels façonnent un autodidactisme rigoureux au principe de leur reconnaissance académique. Ceci explique que l'on puisse les retrouver chargés d'enseignement à l'IEP de Paris ou membres du GDR Crises Extrêmes du CNRS (aux côtés de J. Siméant et de 2 des 3 conseillers scientifiques du CRASH) et, symétriquement, la surreprésentation de diplômés du supérieur en sciences sociales au Conseil d'Administration de MSF. Sur cette notion gramscienne d'"intellectuels organiques" : J. Verdès Leroux, *Au service du parti*, Paris, Fayard, 1983 ; B. Pudal, *Prendre Parti*, Paris, Presses de la FNSP, 1989, p. 16, sur le caractère « non monolithique » de leurs positionnements : F. Matonti, *Intellectuels communistes*, Paris, La Découverte, 2005.

<sup>10</sup> Sur cette notion : L. Wittgenstein, *Investigations Philosophiques*, tr. P. Klossowski, Paris, Gallimard, 1961, notamment p. 243 ; J. Bouveresse, *La force de la règle*, Editions de Minuit, 1987.

<sup>11</sup> Entretien avec Rony Brauman, ancien président de MSF (1982-1994), auteur de nombreux ouvrages sur l'humanitaire, membre du GDR Crises Extrêmes du CNRS, professeur associé à l'IEP de Paris et principal animateur du CRASH.

<sup>12</sup> Par exemple : M. Douglas, *Comment pensent les institutions ?*, Paris, La Découverte, 2004.

missions de l'ONG et condamner les impensés de l'association. Diffusée de réunions en visites de terrain, cette doxa institutionnelle sociologiquement connotée, se présentant comme une lutte contre la force autonome et potentiellement corruptrice de la pratique<sup>13</sup>, objective la spécificité fonctionnelle urgencière de MSF qui semble ainsi perdre en arbitraire ce qu'elle gagne en sophistication théorique. Construisant et légitimant le cadre d'action MSFien, le CRASH participe également, en activant ses réseaux de chercheurs en sciences sociales à leur profit, à cultiver la capacité de mise en soupçon politique des cadres de l'ONG. Procédant à un décodage géopolitique doublé d'un codage théorique du réel, le CRASH entend leur permettre d'avoir la pleine maîtrise de leur activité et de leur prise de parole (dans quelles conditions parler de génocide?), c'est-à-dire de se garder de toute instrumentalisation politique comme du risque de faire devenir vraies dans leurs conséquences des choses fausses trop hâtivement dénoncées<sup>14</sup>. Cette réappropriation de la sociologie au service de considérations institutionnelles apporte une contribution décisive à ce que fait MSF et à ce qu'elle fait de ce qu'elle fait. Justifiant de ses orientations et participant à les consolider, elle nous renseigne aussi sur la capacité de MSF à monopoliser le discours critique sur elle-même et explique en partie ses nombreuses prises de positions publiques à contre courant des autres ONG et les mettant souvent en porte-à-faux.

L'arrêt controversé de sa collecte de dons aux victimes du tsunami l'illustre de façon exemplaire et donnera matière à interroger les logiques et les effets de la diffusion d'un discours à coloration savante. En l'espèce, les enjeux institutionnels de cette prise de position et, partant, les intérêts au désintéressement de MSF, vont s'effacer sous le caractère scientifique de l'argumentaire déployé, entre sociologie de l'aide aux victimes du tsunami et leçons de biologie pasteurienne. Relayé par le CRASH, ce discours demi savant va être repris par des passeurs hétérogènes qui, en détachant l'analyse MFienne de son espace de production, participeront, à leur tour, de sa désidéologisation. Le débat sur les usages de l'aide que MSF annonçait incontournable s'en trouvait ainsi consacré, de sorte qu'il faut ajouter aux capacités d'anticipation réelles de l'ONG, forgées dans son activité d'information géopolitique, des capacités d'anticipation construites, qui n'en sont pas moins réelles, mais se jouent dans la faculté qu'a MSF, en mobilisant les armes des sciences sociales, de faire advenir ce qu'elle dit devoir advenir.

A travers l'étude de ce jeu du dissensus de MSF dans l'arène humanitaire faisant consensus en interne, il sera plus généralement question d'interroger la contribution des intellectuels MSFiens aux postures distinguées de leur association, à ce capital symbolique auquel les MSF sont attachés, qui les attache et qui oblige leurs alter ego<sup>15</sup>. Capable de rendre raison de ses pratiques et de les donner à voir comme rationnelles, se présentant comme une institution réflexive qui combine le savoir être au savoir faire et le fait savoir savamment, MSF s'attire des réactions de rejet virulent ou d'adhésion enthousiaste qui doivent beaucoup à sa maîtrise inventive des outils des sciences sociales.

Based on observations, internal documents and interviews, our speech tackles the subject of militant uses of social sciences in MSF. MSF is the only French Non Governmental Organisation (NGO) to have a research centre and the main contributor to critical and semi-scientific analysis of humanitarian action. This organisation is therefore a very interesting case study for who wants to analyse how social sciences are used for practical aims.

---

<sup>13</sup> La teneur de cette activité intellectualisée de lutte contre la force autonome de la pratique n'est sans doute pas sans rapport avec le passage prolongé de trois des têtes pensantes du CRASH par la Gauche Prolétarienne.

<sup>14</sup> Critiquant la dénonciation d'un génocide au Darfour, « information erronée qui a contribué à dégrader la situation », Jean-Hervé Bradol, président de MSF depuis 2000, nous livre ainsi cette analyse appliquée du théorème de Thomas : « Y a des gens qu'aspirent à devenir le criminel des criminels, y a des victimes qui aspirent à devenir la victime des victimes (...) donc il faut être un peu froid dans les descriptions et pas trop dans le registre de la morale c'est très important parce qu'(...) entre acteurs non moraux et acteurs moralisateurs, y a une compétition morbide qui s'organise, symbolique (...) La publicité du crime faut se méfier, c'est à double tranchant.»

<sup>15</sup> Sur ces questions : cf. P. Bourdieu, *La distinction*, Paris, Editions de Minuit, 1979.

First, we will explain the socio-genesis of the MSF's reflexion centre. Then, we will try to understand how their organic intellectuals import and transform sociological concepts to produce an internal theory of practice. Eventually, we will analyse the consequences of this institutional grammar (according to the Wittgenstein's definition) on the construction of MSF's identity. Of course, as I will try to demonstrate, the fact that MSF's leaders are close to social scientists is also crucial to understand the peculiarity of this organisation.

The social sciences' creative appropriations by MSF contribute to their members' strong loyalty to its frame of action. It participates to the sophisticated speaking out of the NGO and to its political insight and partly explains its supremacy over the French humanitarian arena.

## Vincent ROMANI

IEP, IREMAM, Aix-en-Provence ; CEDEJ, Le Caire.

Docteur en science politique, chercheur associé à l'IREMAM (CNRS, Aix-en-Provence), j'étudie les rapports entre savoirs et pouvoirs au Moyen-Orient arabe. Après une thèse qui a porté sur les sciences sociales dans les Territoires occupés palestiniens, mes recherches portent maintenant sur la nouvelle question universitaire dans le monde arabe. La question de la violence et de la coercition constitue un axe secondaire de mon travail. J'ai récemment publié ROMANI, Vincent, "Enquêter dans les Territoires palestiniens : comprendre un quotidien au-delà de la violence immédiate", *Revue Française de Science Politique*, vol.57, 2007/1, p.27-45.

### **Sciences sociales et coercition : l'international comme contrainte et comme ressource pour les sociologues palestiniens des Territoires .**

La contribution proposée entend expliquer la coexistence entre des sciences sociales autochtones et nationalistes dans les Territoires occupés palestiniens, et l'hétéronomie majeure qui les détermine. Sociogenèse des disciplines, circulation internationale des savoirs et des savants, anthropologie politique des sciences caractérisent la démarche proposée. En particulier, j'entends appliquer aux sciences sociales (d'un espace "marginal") les pistes proposées par les *social studies of science* concernant l'attention particulière portée aux acteurs scientifiques.

Un important paradoxe oppose le constat de l'absence d'institutionnalisation de sciences sociales palestiniennes à la permanence d'acteurs de ces disciplines dans les Territoires occupés, et à celle de la production et de la transmission de connaissances scientifiques depuis près de 40 ans. Si bien que la notion de "discipline scientifique" est ici testée et mise en tension par un contexte volatile que je propose d'informer. La prépondérance des dynamiques universitaires domine et dilue les logiques disciplinaires. Ces dernières relient les sociologues palestiniens directement aux universités étrangères qui les ont formés et continuent de leur délivrer leurs doctorats. Si bien que les sociologues palestiniens puisent leur légitimité sociale et scientifique dans la dépendance universitaire envers les pays du Nord. La coercition qui détermine la genèse des universités, des sciences sociales et leur actualité est ainsi "retournée" et constituée en ressource nationaliste.

Dans ce cadre, je m'intéresse aux conditions de production et d'usage d'un objet spécifique des sciences sociales palestiniennes : le "développement", comme instrument et comme objectif, concentre un faisceau de stratégies collectives et individuelles antagoniques. Acteurs locaux, gouvernementaux ou non participent à ses définitions et à ses usages, produisant un quiproquo intellectuel. Ce quiproquo est lui-même producteur d'effets pratiques où les sciences sociales jouent un rôle certain en tant que "sciences de l'action". Pour explorer ce phénomène, je porte une attention originale aux logiques de reproduction/transmission des disciplines, rarement prises en considération par les études des sciences.

This presentation addresses the Power-Knowledge relation through the case of the Palestinian social scientists of the Occupied Territories. I will explain how it is possible for indigenous social scientists to exist and work without a proper state, without democracy and in times of crisis.

The main point analyses how coercion, by imposing the foreign dependence of the Palestinian scientific community, allows it to claim the best academic standards. Thus violence, far from impeding scientific dynamics, is constituted as a resource. In such an environment, the social sciences play an important 'therapeutic' dual role. The first is to enable the individual to inhabit anew a daily life over which social actors have residual control. The second consists in helping to bring about a collective regaining of a threatened national future.

## Gisèle SAPIRO

Gisèle Sapiro est directrice de recherche au CNRS (Centre de sociologie européenne) et enseigne à l'École des hautes études en sciences sociales. Auteure de *La Guerre des écrivains, 1940-1953* (Fayard, 1999), elle est spécialiste de sociologie de la littérature, de la traduction et des intellectuels. Elle a (co-) dirigé deux ouvrages collectifs : *Pour une histoire des sciences sociales* (Fayard, 2004) et *Pierre Bourdieu, sociologue* (Fayard, 2004) et des numéros de revues : sur la traduction et la circulation internationale des idées (*Actes de la recherche en sciences sociales* n°144 et 145, 2002), sur « Le réalisme socialiste en France » (*Sociétés et représentations* n°15, 2002), sur « L'organisation des professions intellectuelles » (*Mouvement Social* n°214, 2006) et sur les « Vocations artistiques » (*Actes de la recherche en sciences sociales* n°168, 2007). A paraître sous sa direction : *Le Marché de la traduction en France à l'heure de la mondialisation* (CNRS Editions) et *Les Contradictions de la globalisation éditoriale* (Nouveau monde Editions).

### **La circulation internationale des livres de sciences humaines et sociales : le cas des traductions**

A la différence des sciences de la nature, qui ont adopté l'anglais comme langue de communication scientifique, la traduction continue à jouer un rôle important dans la circulation internationale des idées en sciences humaines et sociales. De même, alors que l'article est le principal support de communication en sciences de la nature, le livre occupe une place assez importante, bien que variable selon les disciplines, comme support de diffusion des recherches en sciences humaines et sociales.

La communication portera sur les conditions sociales de la circulation des livres de sciences humaines et sociales. Les traductions d'ouvrages dans ces disciplines sont soumises à des contraintes qui ne sont pas que d'ordre scientifique. Différents types de facteurs, économiques, politiques et proprement intellectuels, pèsent sur les chances qu'a un ouvrage d'être traduit. Ces différentes logiques peuvent être saisies à travers une analyse des instances et des agents qui interviennent dans le processus de transfert culturel.

On examinera en premier lieu la situation des sciences humaines et sociales sur le marché mondial des traductions, où ils se trouvent en concurrence avec d'autres ouvrages, notamment les essais destinés au grand public. Sur ce marché, les rapports de force entre les langues sont inégaux, tant pour des raisons géopolitiques que pour des raisons proprement culturelles. On s'interrogera ensuite sur les facteurs politiques et idéologiques qui interviennent dans la circulation internationale des livres de sciences humaines et sociales. Enfin, les traductions en sciences humaines et sociales sont aussi tributaires de logiques intellectuelles spécifiques, irréductibles aux intérêts économiques ou aux intérêts politiques. Tirillées entre l'édition littéraire et l'édition savante, elles obéissent à des logiques qui relèvent aussi bien du champ intellectuel que du champ académique, que l'analyse tentera de distinguer.

L'analyse s'appuiera sur une enquête en cours sur les traductions de sciences humaines et sociales du français vers d'autres langues depuis les années 1990. Elle sera centrée sur les traductions du français aux USA et en Israël, à partir d'une analyse quantitative de titres traduits et d'une analyse qualitative par entretiens auprès d'éditeurs étrangers, de représentants de services de droits étrangers des éditeurs français, d'agents littéraires, de représentants étatiques et de traducteurs. Ces études de cas seront complétées par des exemples d'autres pays à partir de données qualitatives recueillies par entretien.

While the natural sciences have adopted English as a language of scientific communication, translation still plays an important role in the international circulation of ideas in the human and social science. By the same token, whereas the article is the main medium of communication in the natural sciences,

the book has a significant function, though variable in different disciplines, in the diffusion of research in the human and social sciences.

The paper will discuss the social conditions of the circulation of books of human and social sciences. The translation of books in these disciplines depends on constraints which are not only scientific. Different kinds of factors, economical, political and specifically intellectual, weigh on the chances a book has to get translated into another language. These different rationale can be seized through an analysis of the institutions and individual agents who take part in the process of cultural transfer.

I shall first consider the situation of the human and social sciences on the world market of translation, where they compete with other categories books, namely non fiction for a larger public. On this market, the power relation between languages is unequal, for geopolitical and cultural reasons. This raises the question of the political and ideological factors implied in the international circulation of books in the human and social sciences. Finally, translation of books in the human and social sciences also depends on intellectual rationale, which cannot be reduced to economical or political interests. Belonging both to the intellectual and to the academic field, which I shall distinguish in my approach, they are torn between literary and academic publishing.

The theoretical reflection will be illustrated by an inquiry on the translations of French books of human and social sciences into other languages since the 1990's. I shall focus on the flows of translation from French into English (mainly in the US) and into Hebrew (Israël), on the basis of a quantitative study of the translated titles and of interviews with publishers, foreign rights staff, literary agents, state representatives and translators. These case studies will be completed by examples from other countries based on interviews.

## Emmanuelle SEBBAH

Université Paris Descartes, GEPECS.

Emmanuelle Sebbah, chargée de cours à l'Université Paris Descartes, a soutenu en décembre 2006 une thèse de sociologie sur la constitution de la sociologie de l'art en France. Ses travaux relèvent plus généralement d'une sociologie des sciences humaines et sociales.

### **Retour sur le processus de disciplinarisation de la sociologie en France : « sociologie esthétique » vs. « esthétique sociologique »**

Les recherches que nous avons menées sur la constitution de la sociologie de l'art en France nous ont conduite à revenir sur le processus de disciplinarisation de la sociologie en France, très largement balisé par les histoires de la sociologie.

L'examen attentif de la prise en charge par la sociologie française naissante – qui s'incarne notamment dans l'entreprise durkheimienne de fondation et d'alimentation des colonnes de l'*Année sociologique* – des questions spécifiquement artistiques, émancipée des autres domaines d'investigation sociologiques et des autres discours disciplinaires (historien ou esthétique), fait apparaître leur caractère périphérique. Aussi restituerons-nous tout d'abord quelques résultats de l'analyse qualitative et quantitative des saisies sociologiques des objets artistiques. On a pu rendre compte de ce peu d'attention accordé par Durkheim lui-même ou par l'équipe durkheimienne aux arts en invoquant l'aversion (théoriquement justifiée) du premier à l'endroit de la création ou encore l'irréductibilité problématique (épistémologiquement ancrée) des arts à l'emprise du social. Sans qu'elles soient invalidées par notre propre analyse, bien que le rapport du père fondateur de la sociologie française à l'art mérite d'être nuancé, ces explications sont tout internes. N'inscrivant pas la constitution de la sociologie française dans un espace disciplinaire plus large, elles omettent de considérer les disciplines auxquelles la sociologie, on le sait aujourd'hui, a largement emprunté ou, contre lesquelles elle a parfois tenté d'imposer un discours hégémonique.

Si l'unique examen du corpus sociologique et de la faible place accordée à la sociologie esthétique fait hâtivement conclure à la résistance de la sociologie à l'analyse des faits artistiques, celui de la mise en place du programme autonome simultané d'une science Esthétique, incluant une Esthétique sociologique, porté par Charles Lalo (1877-1953), apporte un éclairage à notre sens inédit sur la compréhension du caractère excentrique des préoccupations artistiques chez les sociologues. Insuffisamment considéré par l'histoire de la sociologie comme membre de l'« Ecole de Bordeaux », Charles Lalo sera présenté comme le promoteur d'une discipline à part entière, dont les ambitions sont comparables à celles de la sociologie : une volonté positive d'organiser l'Esthétique en spécialités distinctes, issues de disciplines déjà existantes et pouvant contribuer à l'élaboration d'un savoir global commun, dont la création et l'animation, en 1948, de la *Revue d'esthétique* (aux côtés d'Etienne Souriau et de Raymonde Bayer) marqueront un moment décisif. L'analyse de l'œuvre de ce représentant de l'esthétique française, l'identification de ses interlocuteurs et, plus généralement, la mise au jour du contexte discursif des débats auxquels il participe, invitent en outre à reconsidérer l'intérêt marginal des premiers sociologues pour les questions artistiques.

Researches we have made about the constitution of art sociology in France lead us to have a look back on the disciplinarisation of sociology process in France.

The careful examination of newly born French sociology who took care of specifically artistic questions – notably in l'*Année sociologique* - freed from other sociological field investigations and from other disciplinary speeches (historical or aesthetical) made their peripheral status obvious.

If, on one hand, the unique sociological corpus examination and the thin rank given to the aesthetic sociology (« sociologie esthétique ») could lead us to the short and unsatisfying conclusion that a resistance from sociology to the analysis of artistic facts exists ; on the other hand, the birth of the simultaneous autonomic program of an Aesthetic science, including a sociological aesthetics

(« esthétique sociologique »), led by Charles Lalo (1877-1953) brings us a new enlightenment about the understanding of the eccentric nature of artistic preoccupations from sociologists. Insufficiently considered by the history of sociology as a member of the “Ecole de Bordeaux”, Charles Lalo will be introduced as the creator of a fully independent discipline which ambitions are comparable to the newly born sociology: a positive will to organize aesthetics in distinct specialities, stem from existing disciplines and which could contribute to the elaboration of a global and common knowledge, in which the creation and animation in 1948 of the *Revue d'esthétique* (with Etienne Souriau and Raymonde Bayer) will strongly contribute.

**Hervé SERRY**

Hervé Serry, sociologue, est chargé de recherche au CNRS (Laboratoire Cultures et Sociétés Urbaines, Université Paris 8/Cnrs). Il est actuellement directeur adjoint du CSU et directeur adjoint de l'Ecole doctorale Sciences sociales de l'Université Paris 8. Ses travaux et ses enseignements relèvent de la sociologie de l'édition, des intellectuels et de la religion catholique. Ses recherches les plus récentes portent sur les mutations de l'édition française depuis 1950, aussi bien du point de vue des contenus éditoriaux, des métiers de l'édition que des logiques économiques. Il a notamment publié *Naissance de l'intellectuel catholique* (La Découverte, 2004) et *Les Editions du Seuil. 70 ans d'histoire* (Seuil, 2008) et plusieurs articles sur l'histoire du Seuil, dont « Constituer un catalogue littéraire. La place des traductions dans l'histoire des Editions du Seuil » (*Actes de la recherche en sciences sociales*, n°144, 2002) et « L'essor des Editions du Seuil et le risque littéraire. Les conditions de la création de la collection "Fiction & Cie" par Denis Roche », *L'Edition littéraire aujourd'hui* (Olivier Bessard-Banquy, dir.), Bordeaux, PUB, 2006.

### **Conditions de productions éditoriales d'un nouveau lieu de production : la création de la revue *Sociologie du travail* aux Editions du Seuil.**

En 1959, *Sociologie du travail* est fondée aux Editions du Seuil. Cette maison d'édition engagée dans son temps à partir d'une vision spiritualiste du monde (largement empruntée à Emmanuel Mounier et à Esprit) entend s'appuyer sur cette revue pour élaborer en son sein des séries de sciences sociales. Michel Crozier et ses proches, occupent le terrain de la sociologie industrielle, des études sur les organisations, le pouvoir et le développement économique. Comment cette alliance a-t-elle été rendue possible ? Quelles ont été ses conditions institutionnelles et éditoriales ? Sur quels dispositifs cette affinité s'est-elle fondée ? Dans quelle mesure, la politique éditoriale du Seuil et les enjeux propres de l'équipe de *Sociologie du travail* ont pu correspondre ? Autant de questions que posent cette proximité qui prend fin en 1981 alors que le Seuil entre dans une nouvelle phase de son histoire et que *Sociologie du travail* poursuit son parcours chez un autre éditeur, Dunod, et dans une autre configuration de la sociologie en France. C'est donc un moment des conditions de possibilités de la production des sciences sociales et humaines qui est examiné à partir d'un matériel empirique inédit.

In 1959, *Sociologie du travail* was founded at Le Seuil publishing. Drawing its intellectual commitment from a spiritualist worldview borrowed in large part from the catholic journal *Esprit*, this publisher intended to rely on this new journal in order to create various series of social science books. Michel Crozier and the scholars close to him were specialized in industrial sociology, organizations, power and economic development. How did this alliance become possible ? What were the institutional and publishing conditions for it ? On what basis did this affinity stay ? Did the publishing policy of Le Seuil and the specific stakes of the board of *Sociologie du travail* really match ? These questions require a close examination based on the publisher's archives. This alliance ends in 1981 when Le Seuil entered upon a new phase of its history and when the journal continued its trajectory in another publishing house, Dunod, and in another configuration of sociology in France.

## Georges STEINMETZ

George Steinmetz, sociologue, enseigne à l'Université de Michigan et à la New School for Social Research (New York). Il travaille actuellement sur les états coloniaux et l'impérialisme comme déterminant et objet de la sociologie. Il a récemment publié *The Devil's Handwriting: Precoloniality and the German Colonial State in Qingdao, Samoa, and Southwest Africa* (University of Chicago Press, 2007), dirigé *The Politics of Method in the Human Sciences: Positivism and its Epistemological Others* (Duke University Press, 2005) et une numéro d'*Actes de la recherche en sciences sociales sur les politiques impérialiste* (n° 171-172, mars 2008), et coréalise un film documentaire, « Detroit; Ruin of a City ».

George Steinmetz is Professor of Sociology and German Studies at the University of Michigan in Ann Arbor. Before coming to Michigan he taught at the University of Chicago as a tenured professor of sociology, and in 2008 he will move to the New School for Social Research in New York City to take up a position as a Visiting Professor of Sociology. He is the author of *The Devil's Handwriting: Precoloniality and the German Colonial State in Qingdao, Samoa, and Southwest Africa* (Chicago: University of Chicago Press, 2007); *Regulating the Social: The Welfare State and Local Politics in Imperial Germany* (Princeton: Princeton University Press, 1993); editor of *The Politics of Method in the Human Sciences: Positivism and its Epistemological Others* (Durham, NC: Duke University Press, 2005) and *State/Culture. State Formation after the Cultural Turn* (Ithaca, NY: Cornell University Press, 1999), and together with Michael Chanan he co-directed and co-produced a 92 minute documentary film in 2006, *Detroit; Ruin of a City* (published as a DVD by Intellect Books, ISBN: 1841509671). He is currently working on a book called *Sociology and Empire* which examines the ways sociology has shaped and been shaped by imperialism. He is the founder and co-editor of the book series "Politics, History, and Culture" (Duke University Press). He is a Corresponding Member of the Centre de Sociologie européenne and was a Directeur d'Etudes at the École des Hautes Etudes en Sciences Sociales (Paris) in 2007. In 2006 he was the recipient of the "Lewis A. Coser Award for Theoretical Agenda Setting in Sociology," given by American Sociological Association.

### **Historical Sociology in Germany and the United States : A Failed Transfer (1930-1970)**

This paper examines the reasons for the variable incidence and forms of historical sociology in several different historical periods, with a focus on Germany and the United States, and the flows of social scientists between those two countries due to forced exile from Nazi Germany, American military occupation after 1945, and the voluntary exchange of academics. The article focuses on extra-scientific determinants such as political support for historical scholarship and macro-social crisis or stability, as well as determinants that are more proximate or internal to the scientific field, such as the ongoing struggle between different epistemologies and the ability of historical sociology to sequester itself into a protected subfield. Historical sociology was one of the main poles of German sociology before 1933, whereas it had only a handful of proponents in the United States at that time. After 1933 the majority of German historical sociologists went into exile, most of them to the United States. For reasons explored here, however, their historical orientation had little resonance in the US until the 1970s. Rather than being epistemologically "domesticated" in the 1980s, as Calhoun (1996) suggested, historical has established itself as a subfield that is large enough to produce an internal polarization between an autonomous pole that relates mainly to history and other external allies and a heteronomous pole that mimics the protocols perceived to be dominant in the sociological discipline as a whole, including a neopositivist epistemology of "covering laws" and an attraction to rational choice theory and quantitative methods, or qualitative simulacra of multivariate statistical analysis. In West Germany historical sociology failed to survive the Nazi period. Several leading Weimar-era historical sociologists had stayed in Germany but were unable to reestablish their prominence either because of their Nazi collaboration (Freyer) or because their work was dismissed by a new generation trained

during the Nazi period for presentist, policy-oriented, “American-style” or else trained in the United States after the war. The handful of exiled historical sociologists who returned to Germany after 1945 were marginalized, stopped working historically, or moved into other disciplines like Political Science. The explanation of these trends has to be multicausal and conjunctural. The influx of historical sociologists to the United States from Germany was unable to produce a historicization of the discipline until 1970s, when positivist hegemony was challenged for other reasons. The crisis of Fordism undermined the social regularities that had made positivist “constant conjunctions” seem plausible and at the same time rendered historicist ontologies more plausible. The neo-Marxist historical sociology gave rise to a neo-institutionalist counter-trend, which was itself eventually countered by a culturalist and conjuncturalist turn (Adams, Clemens, and Orloff 2005, Introduction). In Germany, however, the society-wide destabilization of Fordism did not lead to a historicization of sociology. The extinguishing of the Weimar-era historical school in sociology meant that only high theory and “American-style” empirical social research remained as vital options. As a result, the crisis of Fordism and the ensuing social discontinuities and complexities did not give rise to historical sociology but were felt mainly within theory (e.g. the “risk society” theory of Beck).